

éduquer

tribune laïque n° 145 avril 2019

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl



actualité

Pas de cours de philo dans l'enseignement libre

histoire

Pour une lecture critique de la colonisation

sciences

Promenade mathématique: la suite de Fibonacci et le nombre d'or

DOSSIER

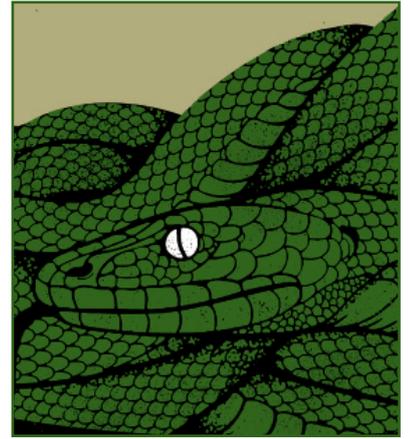
Populisme, au-delà des préjugés

Sommaire

Éditorial	
Populisme	p 3
Focus	
Les coups de cœur de la Ligue	p 4
Coup de crayon sur l'actu	
Dessin de Léonie Bischoff	p 6
Actualité	
Pas de cours de philo dans l'enseignement libre	p 7
Dossier : POPULISME, AU-DELÀ DES PRÉJUGÉS	p 10
Populisme: quand les préjugés remplacent l'analyse	p 12
National-populisme et extrême droite: état des lieux	p 16
Les droits humains, un espoir pour une Europe et une Asie centrale menacées	p 20
Pour aller plus loin	p 24
À la Ligue	
Projet européen: Conscience Numérique Durable (CND)	p 25
Éducation	
Parfois être un enfant sage a un prix	p 26
Histoire	
Pour une lecture critique de la colonisation	p 28
Sciences	
Promenade mathématique: la suite de Fibonacci et le nombre d'or	p 34

Couverture

Barcelonais basé à Strasbourg, **Adrià Fruitós** illustre pour la presse nationale et internationale. Il aborde une grande variété de thèmes sociaux, politiques et économiques en s'inspirant de l'imaginaire collectif et collabore régulièrement avec différents journaux et revues comme *Le Monde*, *Courrier International*, *Jeune Afrique*, ou encore *The Boston Globe*.



éduquer

est édité par



de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roland Perceval

Direction
Patrick Hullebroeck

Coordinatrice de la revue
Juliette Bossé

Mise en page
Éric Vandenhede
assisté par Juliette Bossé

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro:

Roland Perceval
Patrick Hullebroeck
Marie Versele
Juliette Bossé
Adrià Fruitós
Maud Baccichet
Léonie Bischoff
Abdel de Bruxelles
Annie Collovald
Henri Deleersnijder
Amnesty International
Belgique francophone
Yapaka
Adrien Plomteux
Pol Defosse
François Chamaraux

Roland Perceval, président de la Ligue

Populisme

«Les nuages peuvent cacher une étoile, mais ils passent et l'étoile demeure.»
Vauvenargues

De quoi parle-t-on aujourd'hui en évoquant le populisme? Le terme fait débat.

Généralement, le mot populisme désigne une approche politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques ou médiatiques. Le sens de ce terme, à priori favorable au peuple tout comme l'était en son temps l'adjectif «populaire» accolé à «république» ou à «démocratie» dans les dictatures communistes d'au-delà du rideau de fer, ne doit pas masquer le véritable contenu que lui donnent les démagogues pour cacher le projet qu'ils envisagent de mettre en œuvre: la dictature, qu'elle soit d'extrême droite ou d'extrême gauche. La véritable démocratie, ce ne sont pas des Bolsonaro, Orban, Le Pen ou autres personnages sinistres mais des citoyen-ne-s éclairé-e-s et conscient-e-s du vrai rôle que le peuple doit jouer.

Pour cela il faut que nous, enseignant-e-s, soyons à la hauteur.

Ne tombons pas dans le pessimisme! Comment ne pas être réjouis par ces mouvements de jeunes qui marchent pour le climat? Comment ne pas être réjouis devant ces jeunes qui, conscients du danger que font courir à la planète les absurdités liées à des gouvernements irresponsables et suicidaires (Trump, Bolsonaro, Farrage and Co, mais pas seulement ceux-là...), lancent des cris d'alerte qui doivent être entendus.

Comment la Ligue peut ne pas être réjouie qu'à l'initiative d'étudiant-e-s de la Faculté des Sciences Psychologiques et de l'Éducation du l'ULB, un colloque intitulé «Populisme-Regards croisés» soit mis sur pied le 25 mars prochain? Elle l'est tellement qu'elle s'est associée à cette initiative véritablement citoyenne dès que le

professeur Michel Sylin l'a sollicitée.

Débattre autour de ce terme auquel je fais allusion au début de cet édito, croiser les regards et échanger, tel est l'objectif de ce colloque. Le danger qui nous guette, et le risque de perdre les acquis immenses que nous a apporté la véritable démocratie, nous impose le devoir de nous engager pour la défendre à chaque instant et d'être à côté des jeunes qui sont déjà sur le chemin.

En cela notre rôle d'enseignant-e est primordial.

En évoquant les dangers que le «populisme» fait courir à l'humanité, je ne peux m'empêcher de penser à Albert Camus et au dernier paragraphe de «La Peste»:

«Écoutant, en effet, les cris d'allégresse qui montaient de la ville, Rieux se souvenait que cette allégresse était toujours menacée. Car il savait ce que cette foule en joie ignorait, et qu'on peut lire dans les livres, que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais, qu'il peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et dans le linge, qu'il attend patiemment dans les chambres, les caves, les malles, les mouchoirs et les paperasses, et que, peut-être, le jour viendrait où, pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse.»

Ce texte prophétique et réaliste est toujours d'actualité...

Retrouvez tous nos articles
et l'actualité de la Ligue sur le site

ligue-enseignement.be

la ligue
**Je m'abonne à
Éduquer**

Vous êtes enseignant-e, direction d'école, parent, ou tout simplement intéressé-e par les questions d'éducation et d'enseignement?

Pour seulement **25 €** par an, retrouvez, **chaque mois**, les informations sur l'actualité de l'enseignement sélectionnées pour vous par la Ligue et des analyses approfondies sur les questions éducatives!

Populisme n'est pas démocratie

Tandis que la démocratie se fonde sur le principe de la discussion, qui suppose des interlocuteurs et interlocutrices se reconnaissant mutuellement comme tel-le-s, c'est-à-dire, prêt-e-s à mettre à l'épreuve d'une argumentation libre leur action politique, le populisme s'invente un ennemi à abattre, qu'il disqualifie aussitôt qu'il l'invente, pour échapper à la critique argumentée d'un contradicteur.

Pour cette raison, le populisme n'est jamais d'inspiration démocratique, et qu'il se prétende l'incarnation du peuple contre l'establishment n'y change rien.

Car le populisme procède d'une double simplification des interlocuteurs/trices en présence: il uniformise le peuple comme si celui-ci ne formait qu'un et vise son ennemi comme s'il était homogène.

Las, le peuple n'est pas un: il s'y trouve autant de gens instruits qu'ignorants, ouverts que fermés, tolérants que racistes; de même, les élites sociales, économiques et culturelles ne sont ni réactionnaires, inégalitaires ou liberticides par nature, bien au contraire.

Le populisme se nourrit ainsi de l'opposition d'un «nous» et d'un «eux» aux effets d'autant plus ravageurs, que les uns et les autres sont fantasmés et construits de telle sorte qu'ils ne puissent jamais se rencontrer.

La démocratie n'est certes pas toute entière faite de libertés. Elle génère aussi des obligations. La simple reconnaissance du principe de la contradiction implique que chacun-e s'oblige à une certaine retenue et à des formes de respect vis-à-vis de la personne adverse.

De même, l'acceptation du principe de la discussion suppose l'obligation de s'éduquer et de se former afin d'être en mesure de s'exposer à l'exercice public d'une critique argumentée.

Cette double obligation impose, il est vrai, un effort toujours à reprendre, aux plans personnel et collectif, à la fois éthique et cognitif, qui vise à perfectionner autant les attitudes que la réflexion.

Mais de cela, les populistes n'en ont pas davantage cure. Ne sont-ils pas d'emblée dans la «vérité» qu'ils incarnent et ne revendiquent-ils pas un pouvoir d'agir sans retenue?

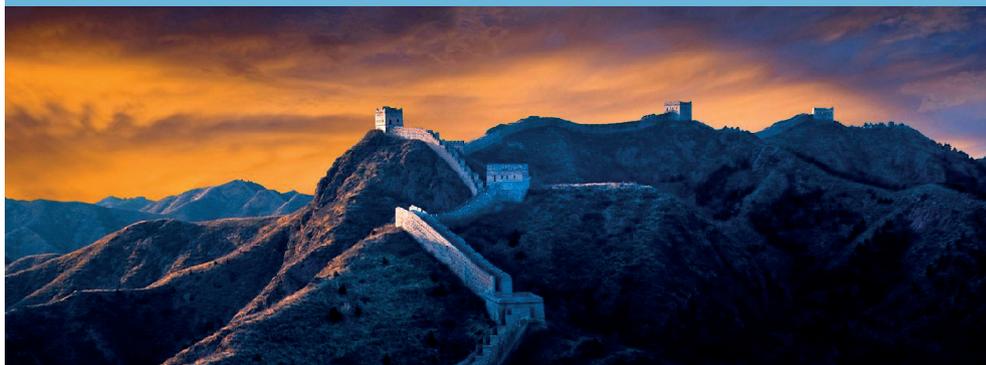
Populisme n'est pas démocratie.

Patrick Hullebroeck, directeur

Le saviez-vous?

On estime que 10 millions d'ouvriers seraient morts lors de la construction de la Grande Muraille de Chine! Longue de 6 259,6 kilomètres pour 5 à 10 m de large, la Grande Muraille a été construite entre 214 et 204 AV J.-C, par l'empereur Qin Shi Huang afin de protéger son territoire (la muraille s'étend d'Est en Ouest dans la Chine du Nord). Sa construction durera jusqu'à la fin de la dynastie des Ming (1368-1644). Pour l'anecdote, pendant la dynastie Qin, elle fut édifiée, entretenue et surveillée par des criminels condamnés. Ce travail était périlleux et dangereux car il n'y avait aucune protection sur le chantier. Les ouvriers morts étaient alors enterrés à proximité mais aussi dans la muraille elle-même. Ainsi, si c'est la plus longue construction réalisée par l'homme, c'est aussi le plus grand cimetière du monde.

Malgré sa taille, la Grande Muraille de Chine n'est pas visible depuis la Lune!



Musique

Charlotte Adigéry - Zandoli

Attention: talent belge! Charlotte Adigéry, jeune gantoise d'origine martiniquaise, nous livre un nouvel EP de 5 titres rempli de fraîcheur et d'énergie. Jonglant avec des influences musicales multiples, Charlotte Adigéry chante ici en anglais et se permet, le temps d'une chanson («Paténipat», parfaitement entêtant), une escapade en créole. Signé sous le label DEEWEE des Soulwax et 2manydjs, *Zandoli* est un EP qui nous fait voyager grâce à ses beats «disco-cosmiques-vaudou» entraînants et hypnotiques.



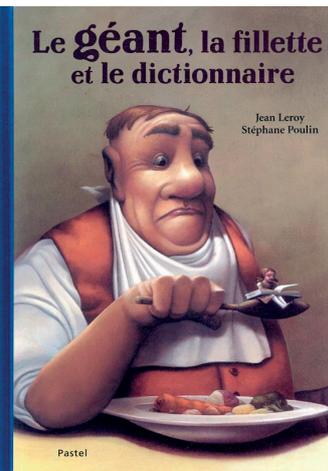
Jeunesse

Jean Leroy et Stéphane Poulin - Le géant, la fillette et le dictionnaire

À la porte de la maison du géant, frappe un marchand de dictionnaires: «Au secours, un ogre!» crie ce dernier. Comme le marchand a lâché un dictionnaire en s'enfuyant, le géant qui, étonnamment, ne connaît pas la définition du mot «ogre», lit: «Ogre: géant légendaire

qui se nourrit de petits enfants! Manger des petits enfants? Ça alors! Je n'y avais jamais pensé!» Mais comment cuisine-t-on les enfants? Sa rencontre avec une petite fille espiègle et étonnante va rapidement mettre à mal ses projets culinaires. Car en fait, l'ogre s'avèrera être un homme doux et tendre qui n'a pas la moindre intention de manger des enfants!

Le géant, la fillette et le dictionnaire est un très bel ouvrage magnifiquement illustré qui se joue des codes des contes pour enfants. Il contre ainsi les préjugés et les peurs, car oui, les apparences sont souvent trompeuses!



L'info inutile



Un être humain produit 1,5 l de salive par jour!

Citation

«Toutes les grandes personnes ont d'abord été des enfants, mais peu d'entre elles s'en souviennent».

Le Petit Prince, Antoine de Saint-Exupéry



Ressource

TDA/H

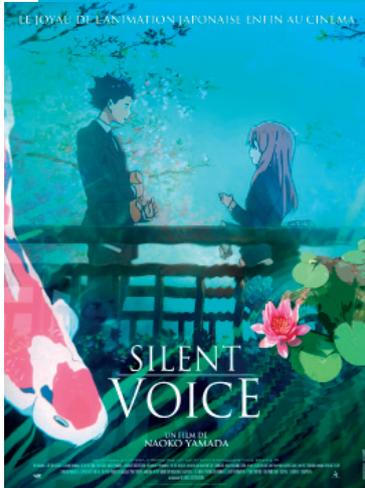
Fruit du travail de l'association TDA/H Belgique, la nouvelle brochure «Le TDA/H, petit guide à l'intention des animateurs extrascolaires» permet d'offrir une aide concrète aux animateurs qui accueillent des jeunes atteints de TDA/H (Trouble Déficit de l'Attention/Hyperactivité). En effet, ces troubles avec ou sans hyperactivité touchent environ 96.000 enfants de moins de 14 ans en Belgique. Il n'est pas toujours aisé de comprendre et d'accompagner au mieux ces enfants. La brochure propose une aide concrète et une série de pistes qui permettent d'améliorer un peu plus le quotidien des jeunes atteints de TDA/H mais également des animateur/trice-s qui les accompagnent.

Plus d'infos: www.tdah.be/index.php/documentation/nos-brochures



Film

Naoko Yamada - Silent voice



Nishimiya est une jeune fille douce et attentionnée. Pourtant sa surdité fait d'elle une élève particulière. Son handicap lui vaut d'être le souffre-douleur d'une série d'élèves de son école. Ishida, en tête de file, ne rate pas une occasion pour lui rappeler sa différence. Épuisée par ce harcèlement quotidien, Nishimiya quitte l'établissement. Dénoncé pour son comportement odieux, Ishida va être, à son tour, la cible de toutes les moqueries et rapidement mis à l'écart. Isolé et pétri de culpabilité, Ishida va partir à la recherche de Nishimiya pour s'excuser. De là va naître une magnifique histoire d'amitié et d'amour qui les unira dans l'altérité.

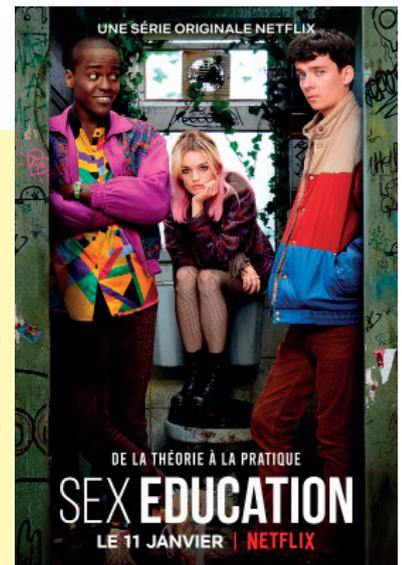
Silent Voice est un film d'animation japonais extrêmement sensible qui aborde avec brio les thèmes du harcèlement et de la résilience. L'amitié est plus forte que les mots. Magnifique!

Série

Sex Education

Sex Education est la nouvelle série Netflix dédiée aux ados et jeunes adultes. On y parle de sexe et d'amour. Maeve, jeune et jolie rebelle au parcours familial chaotique, entraîne Otis, ado vierge mal dans sa peau mais plein de bon sens en matière de psychologie, dans la création d'un groupe de thérapie sexuelle clandestine au sein de leur lycée.

Autour de ces personnages clés, le public pourra découvrir les questions que se posent les adolescent-e-s autour de leur sexualité: Suis-je normal-e? Ai-je une sexualité épanouie? Comment faire en tant qu'homme dans un monde hétéro? Rien de bien neuf à l'horizon, mais des personnages attachants qui font rapidement basculer *Sex Education* d'un soap pétri de clichés, à une jolie série romantique... Pourquoi pas!

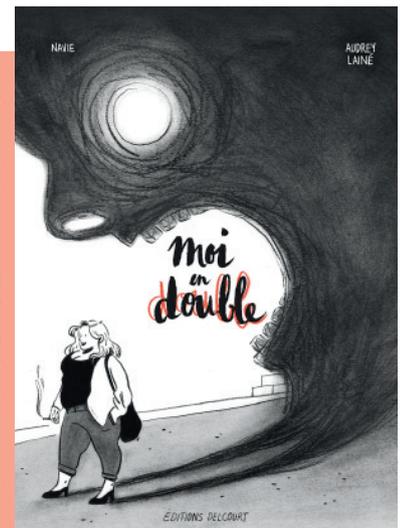


BD

Navie et Audrey Lainé - Moi en double

Navie était malade. Ensevelie sous des kilos en trop, elle se meurt, elle ne parvient pas à exister, à s'aimer et à s'accepter. Reflet de sa souffrance quotidienne, le miroir devient son pire ennemi. Au fond d'elle-même, Navie porte son double. Un double en poids qui vient peser sur tous les gestes de la vie. Un double qu'elle a aimé, qu'elle a essayé de fuir puis de tuer. Mais comment fait-on pour se tuer sans mourir?

Mademoiselle Navie, chroniqueuse, animatrice de podcast, auteure et scénariste, se livre ici sans fausses pudeurs, pour raconter son vécu, ses problèmes alimentaires, cette souffrance quotidienne qu'implique l'obésité dans une société régie par l'image. Doté d'un graphisme subtil, tout en noir et blanc, avec une pointe de rouge, *Moi en double* est un ouvrage à mettre entre toutes les mains.



Moteur de recherche

LILO

Lilo est un nouveau moteur de recherche français qui finance des projets sociaux et environnementaux. Le principe de *Lilo* est simple: chaque recherche que vous y effectuez vous fait gagner une goutte d'eau. Vous pouvez ensuite attribuer vos gouttes d'eau à une ou plusieurs organisations sociales ou environnementales présentées sur le site. *Lilo* convertit alors ces gouttes d'eau en fonds qu'il reverse aux bénéficiaires choisis. Les organisations présentes sur le site agissent dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle, l'accès aux soins, l'économie circulaire, la prévention et la sensibilisation aux enjeux climatiques, la reforestation, l'agriculture durable, les activités ludiques et sportives pour enfants ou adultes atteints d'une pathologie...

Lilo est donc un nouvel outil citoyen qui permet de s'engager dans des causes sociales et environnementales tout en ayant accès à des informations de qualité et pertinentes.

Plus d'infos: www.lilo.org/fr



Contre le changement climatique:
des cantines végétariennes dans les écoles!



léonie

Pas de cours de philo dans l'enseignement libre

Alors qu'est régulièrement dénoncée la différence de traitement face au cours de philosophie et citoyenneté, entre les élèves de l'enseignement officiel et ceux du réseau libre, la tentative d'Ecolo d'étendre ce cours au réseau catholique a été balayée par tous les groupes politiques à l'exception du groupe Défi (opposition).

Sans remonter à l'histoire lointaine des cours de civisme, rappelons que l'éducation à la citoyenneté constitue l'un des quatre objectifs généraux de l'enseignement obligatoire définis dès 1997 dans l'article 6 du décret Missions: «Préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures¹».

Pourtant, il aura bien fallu une quinzaine d'années pour parvenir à mettre en place un cours de philosophie et de citoyenneté, considéré comme neutre, en Fédération Wallonie-Bruxelles. En 2015, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle², le décret relatif au cours et à l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est adopté par le parlement de la Communauté française. Il instaure dans l'enseignement officiel une heure de philosophie et d'éducation à la citoyenneté durant toute la durée de l'obligation scolaire. Les cours de religion et de morale laïque deviennent parallèlement facultatifs et sont réduits à une heure de cours par semaine. Pour les élèves qui sont dispensés de cette heure de cours, une deuxième heure de renforcement en philosophie est créée. Depuis trois ans, ce cours est uniquement dispensé donc, dans l'enseignement officiel, primaire et secondaire car l'enseignement libre a, pour sa part, obtenu une «dispense», lui permettant de saupoudrer les thématiques du référentiel du cours à travers les autres matières, notamment en religion, et non dans un cours à part entière.

La proposition

Lors de la commission Éducation du 14 mars, une proposition de décret déposée par le groupe Ecolo, proposait d'ouvrir les débats sur l'instaura-

tion d'un cours de philosophie et de citoyenneté à tous les élèves de l'enseignement primaire et secondaire, y compris les élèves de l'enseignement libre. L'objectif des député-e-s Vert-e-s était avant tout d'ouvrir le débat parlementaire à des discussions et/auditions afin de réfléchir ensemble à la généralisation du cours de CPC à l'ensemble des élèves francophones.

Une différence entre réseaux

La proposition du groupe Ecolo fait suite à la décision de la Cour constitutionnelle de juillet dernier, d'annuler une mesure de soutien à l'enseignement officiel dans l'introduction de ce cours. Tout est parti d'un recours déposé par le SeGEC (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique)³. L'organisation catholique avait relevé une «différence de traitement non raisonnablement justifiée» entre les établissements de l'enseignement primaire et secondaire de la Communauté française. Jusqu'alors, le gouvernement de la FWB, souhaitant préserver l'emploi dans l'officiel, avait permis aux professeur.e.s de morale ou de religion qui auraient perdu des heures en raison de la réforme, de malgré tout, les conserver en s'investissant dans de la coordination, de la remédiation et du soutien pédagogique. Pour le SeGEC, les établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné étaient lésés par cette mesure car ils ne pouvaient bénéficier de ces périodes supplémentaires. La Cour constitutionnelle donnera raison au SeGec. C'est à ce moment-là que Christos Doukeridis, député Ecolo s'empare de la problématique de différence de traitement entre réseaux pour la retourner. Elle sera concrétisée dans une proposition de



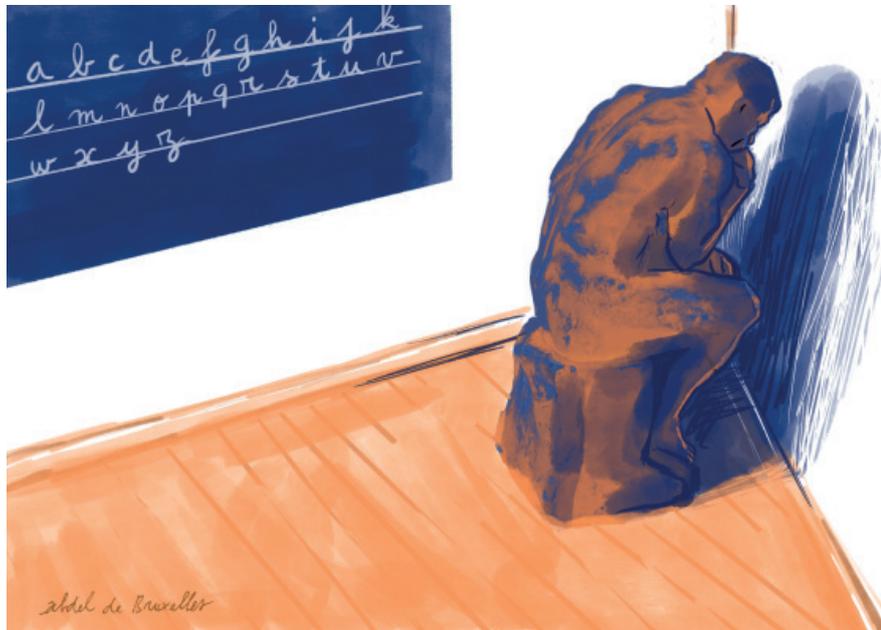
Coup de crayon sur l'actu

Léonie Bischoff, Genevoise d'origine, est devenue Bruxelloise après avoir suivi les cours de BD de l'Institut St-Luc et y avoir rencontré ses futurs collègues de l'*Atelier Mille*, où elle travaille depuis 2012. Elle a notamment publié «Hoodoo Darlin» (*KSTR*), «La Princesse des Glaces» (*Casterman*) et «Le Prédicateur» (*Casterman*). Elle a également illustré des nouvelles et des articles de presse, et participé à plusieurs albums collectifs.

Site internet

www.leoniebischoff.com





décret défendue le jeudi 14 mars 2019 par Barbara Trachte. «Le fait que les élèves de l'officiel puissent bénéficier d'un cours alors que ceux du libre catholique n'en jouissent pas, constitue une discrimination et une différence de traitement difficilement justifiable tant sur le plan des principes que du droit».

Pour la cheffe des Vert-e-s, «cette proposition d'ouverture s'inscrit dans un souci de cohérence par rapport aux débats parlementaires que nous avons déjà eus au sein de la commission Éducation. Et notre ambition est encore de rassembler les élèves plutôt que de les diviser. Au-delà de l'égalité de traitement, il nous semble essentiel que tous les élèves, quelles que soient leurs convictions, puissent aborder ensemble des questions philosophiques liées au vivre ensemble, à la connaissance des autres et au partage des différences, à la comparaison des religions, à l'approche critique de l'information».

Le cdH fait plier le PS

Dans la discussion générale, l'opposition Défi représentée par la députée Joëlle Maison soutiendra totalement les Vert-e-s: «Le système actuel est un système de compromis et de transition. Je suis absolument convaincue que dans l'enseignement catholique, on rencontre cette préoccupation philosophique et citoyenne mais elle ne l'est pas de manière systématique dans tous les établissements». Les députées PS présent-e-s reconnaîtront très volontiers être en accord avec les écologistes sur le principe d'étendre le cours aux élèves de l'enseignement libre tout

en craignant des difficultés d'agenda. «Il est plus que temps de donner ce bel outil de réflexion et de tolérance à tous les élèves», commentera Véronique Jamouille (PS). «Mais c'est un peu court pour se positionner avant la fin de la législation». Du côté du cdH, on ne voit pas la proposition d'un bon œil. La députée cdH Mathilde Vandorpe demande davantage de temps avant de déjà revoir ce qui est à peine installé. De plus, elle estimera qu'il n'est pas opportun d'ajouter du travail sur un dossier tel que celui-là, dont aucune urgence ne justifie le traitement présentement. Ce à quoi Barbara Trachte rétorquera que pour de gros dossiers à venir de la majorité: «On trouve toujours du temps».

Quoi qu'il en soit, de retour après une interruption, le cdH fera définitivement plier le PS. La majorité reste solidaire et décide de voter contre la mise en place d'un groupe de travail ou d'auditions et rejettera en bloc la proposition de décret.

Déception et colère

Pour la députée Barbara Trachte, ce qui s'est passé est regrettable. «Je trouve vraiment dommage que l'on n'ait pas pris le temps de simplement ouvrir la discussion. Ouvrir un groupe de travail n'aurait lié les mains de personne... On est vraiment face à un groupe politique qui empêche littéralement tous les autres d'avancer. Je pense que la situation est particulièrement intenable du côté du cdH. Car comment à la fois défendre une liberté pédagogique pour les établissements du libre catholique mais refuser l'enseignement d'une

matière aux élèves qui les fréquentent? De mon avis, il suffirait qu'un comité de parents du libre confessionnel dépose un recours pour exiger la mise en place d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans son réseau pour que tout implose. Avec Ecolo, on a voulu anticiper cela plutôt que d'attendre que cela arrive».

Actuellement, et selon Ecolo, ce sont donc 48 % des élèves du primaire et 60 % des élèves du secondaires qui sont privés de ce cours de philosophie et de citoyenneté à part entière. D'ailleurs, le Conseil d'État, dans son avis 57.989/2/V du 7 septembre 2015, avait soulevé ce point lors de son analyse de l'avant-projet de décret relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté. Il estimait qu'«en ce qu'il ne prévoit pas l'instauration d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans les établissements libres subventionnés, le régime ainsi mis en place ne crée pas seulement une différence de traitement entre les établissements d'enseignement, il traite également de manière distincte les élèves qui fréquente ces établissements». À l'époque, la différence de traitement était déjà considérée au préjudice des élèves de l'enseignement libre confessionnel, non pas pour les périodes supplémentaires dont ils ne bénéficieront pas, comme le souligne l'Arrêt récent de la Cour constitutionnelle, mais pour le manque à gagner par rapport au contenu même de la formation qu'ils recevront pendant leur scolarité.

1. Art.6, §3 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (MB 23-09-1997).
2. Décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté (M.B. 09-12-2015).
3. Décision du 19 juillet 2018.

Vers la gratuité scolaire

Dès la rentrée scolaire prochaine, une gratuité partielle et progressive sera instaurée dans les écoles maternelles en Wallonie et à Bruxelles. Certains frais scolaires et extrascolaires pourront encore être réclamés aux parents. C'est le cas des surveillances du temps de midi, des frais de piscine (entrées et déplacements), des frais liés aux activités scolaires culturelles et sportives et des frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s). Concrètement, les écoles ne pourront plus demander de contribution financière pour l'achat de matériel scolaire comme des feutres, de la peinture ou autres. En pratique, les écoles recevront 60 euros supplémentaires par enfant par an.

Pour la Ligue de l'Enseignement, il importe de généraliser en Fédération Wallonie-Bruxelles la gratuité scolaire effective telle qu'elle est par ailleurs établie dans la Constitution belge et la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant.

Éduquer au cyberharcèlement

Ecolo souhaite prendre des mesures à l'égard du phénomène de cyberharcèlement qui doit, selon les coprésident-e-s Zakia Khattabi et Jean-Marc Nolle, être reconnu et enrayer. «Si le numérique et les réseaux sociaux font partie intégrante de notre monde moderne, l'éducation à leur fonctionnement et à leur impact est encore trop peu présente». C'est pourquoi, les écologistes souhaitent que les questions relatives aux comportements sur les réseaux sociaux soient intégrées aux cours de citoyenneté. «De la même façon que nous, adultes, enseignons aux enfants la politesse et le respect de l'autre dans 'la vraie vie', il est fondamental que ces codes soient également déclinés dans 'le monde virtuel'. Cet apprentissage a toute sa place dans les cours de citoyenneté». Une initiative toute partagée par la Ligue de l'Enseignement, d'autant plus que ce phénomène de cyberharcèlement touche toutes les générations et tous les milieux socioculturels et professionnels; pour preuve les révélations récentes sur la «Ligue du LOL», ses membres et leurs agissements. Pour rappel, des figures masculines importantes du journalisme français sont accusées d'avoir harcelé, en groupe sur Twitter, des femmes, des homosexuels et des personnes racisées, et ce durant des années. En Belgique, des voix de personnalités publiques s'élèvent et s'indignent comme Cécile Djunga, présentatrice à la RTBF ou encore, Myriam Leroy, journaliste, toutes deux victimes de cyberharcèlement.

Un système public d'aide aux parents séparés

En vue des élections fédérales, la Ligue des familles s'est questionnée sur des pistes d'améliorations de soutien à la parentalité. Pour cela, elle a fait appel à une soixantaine de professionnel-le-s et à des parents concernés et intéressés. Un des projets aujourd'hui défendu par l'association vise à proposer un dispositif novateur - à l'intention des parents séparés - qui rendrait accessible et gratuit l'accès à des séances de médiation familiale, des conseils juridiques, un accompagnement psychologique et un suivi social. Selon la Ligue des familles, «40 % des parents ne vivent plus avec l'autre parent de leur-s enfant-s, plus encore dans les grandes villes. La séparation est aujourd'hui le premier risque dans la vie d'une famille. Et pourtant, rien n'a été pensé, ni organisé, pour apporter une aide concrète dans ces moments de vie difficiles aux niveaux financier, matériel et émotionnel». En effet, rien n'est centralisé et c'est la débrouille pour toutes et tous, avec une aggravation des conséquences sur les mères célibataires comme le rappelait encore Magda De Meyer de l'asbl «Vrouwenraad» interviewée par le journal *Le Soir* le 7 mars dernier: «Actuellement il y a environ un demi-million de parents célibataires

en Belgique et le risque pour ces personnes de se retrouver dans une situation de pauvreté est deux fois plus élevé que pour un Belge moyen. Ce sont surtout les mères isolées qui courent ce risque: elles ont souvent un niveau d'éducation peu élevé, moins de chances de trouver un emploi et lorsqu'elles en ont un, c'est bien souvent à mi-temps».

La Ligue des familles propose donc la création d'un système public, doté d'une administration, mettant à disposition des parents séparés, des services adaptés et gratuits, sans contrôle, ni justification, pour les bénéficiaires. Chaque parent est libre d'utiliser le service dont il a besoin, au moment qui lui convient, sans limitation dans le temps. La Ligue des familles souligne en conclusion: «Nous plaillons dans le même temps pour une amélioration du versement des allocations familiales en cas de séparation, pour une garantie du paiement des contributions alimentaires, etc. Ce dispositif serait un premier pas. Il ne règlera pas tous les problèmes liés à la séparation, ni les difficultés vécues par les parents solos. Mais il offrirait une aide concrète qui, de l'avis de tous, est fondamentale. Et puis, surtout, il ferait entrer les politiques familiales dans une modernité plus qu'attendue par les parents».

Climat: Grève mondiale

Suite à un appel international lancé par la Suédoise Greta Thunberg, les mobilisations citoyennes autour de l'urgence climatique prennent une ampleur remarquable. Le vendredi 15 mars dernier, la Belgique a pris part à la *Global Strike for Future*, cette grève mondiale en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Le rendez-vous a rassemblé des manifestant-e-s à travers plus de 60 pays. Nous avons en effet assisté à la plus grande grève pour le climat de tous les temps. En Belgique, les jeunes de *Youth for Climate* sont parvenus à mobiliser près de 30.000 personnes.



Depuis janvier déjà, les jeunes de Belgique marchent chaque jeudi pour le climat.

Populisme, au-delà des préjugés

«Aucun concept important n'échappe au débat. Toutefois, les discussions au sujet du populisme ne concernent pas seulement ce qu'il est mais son existence même. Il s'agit bel et bien d'un concept essentiellement contesté».

Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser.

«Tous les populismes visent à fédérer des demandes insatisfaites mais tous ne le font pas de la même façon».

Chantal Mouffe, philosophe.

«*Vous êtes un populiste*» avait répété quatre fois le Premier ministre Charles Michel à la Chambre, le 21 mars 2017, en s'adressant à Raoul Hedebouw, porte-parole du Parti du travail de Belgique (PTB). «*Vous êtes un populiste, Monsieur Hedebouw, vous le démontrez de manière flagrante aujourd'hui*»¹.

Dernièrement, Benoît Hamon, l'ancien candidat à la présidentielle française, s'exprimait à propos du leader de la France Insoumise: «*Mélenchon ne se dit plus de gauche, il est populiste*»².

Et régulièrement, le mouvement des Gilets jaunes est qualifié de «populiste» dans les médias. «*Gilets jaunes: derrière le ras-le-bol social, le danger populiste*», titrait Le journal français *Libération* en novembre dernier³.

Ainsi, si cette étiquette semble régulièrement attribuée aux autres, en la chargeant d'une connotation négative, elle est, selon les auteurs de l'ouvrage *Brève introduction au populisme*, Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser, rarement revendiquée par les personnes et les organisations elles-mêmes. C'est l'une des raisons qui, selon eux, fait que le concept est difficile à définir. En effet, «*différents spécialistes définissent le populisme comme, entre autres, une idéologie, un syndrome, ou un mouvement (...) De plus, partout dans le monde, il ne renvoie pas à la même chose: en Europe, il est synonyme de lutte contre l'immigration et de xénophobie, en Amérique latine, le terme sous-entend plutôt clientélisme et mauvaise gestion économique*».

Difficile donc de s'y retrouver. C'est pourquoi, nous proposons dans ce dossier d'*Éduquer* d'expliquer quelque peu ce concept controversé.

Dans un premier temps, la sociologue Annie Collovald, expliquera que l'utilisation actuelle du terme, assez récente, revêt aujourd'hui le caractère d'un racisme social et disculpe les élites de la montée des intolérances et des inégalités que nous connaissons dans nos sociétés.

L'historien Henri Deleersnijder proposera ensuite plusieurs définitions du concept et une distinction entre un «populisme protestataire», et le «national-populisme» ou «populisme identitaire».

Enfin, Amnesty International reviendra sur les offensives contre les droits humains perpétrées en Asie et en Europe, ainsi que sur la montée de groupes politiques qui prônent la haine et la discrimination, s'imprégnant «*des discours d'exclusion alimentés par certains responsables politiques et une presse prompte à encourager les divisions, l'apologie de la haine et de l'intolérance*».

Et si se pencher sur le concept de populisme était une porte d'entrée pour réinterroger notre modèle politique et la démocratie telle que nous la connaissons?

1. *Le Soir*, 21/03/2017.

2. *HuffPost*, 12/01/2019.

3. *Libération*, 18/11/2019.



Photo prise devant l'ambassade de Turquie pour demander qu'y soit respecté la liberté de la presse et que cessent les persécutions à l'encontre des professionnel-le-s des médias (ceux qui déplaisent aux autorités).
© Amnesty International / Frédéric Moreau de Bellaing

AMNESTY
IS WATCHING
YOU

**JOURNALISM
IS NOT A CRIME**

#FreeTurkeyMedia

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

amnesty.be

Annie Collovald, Professeure de sociologie politique à l'université de Nanterre, ISP

Populisme: quand les préjugés remplacent l'analyse

Le populisme ressemble aujourd'hui à un inventaire à la Prévert, la poésie en moins. Chirac, Berlusconi, Sarkozy, Tapie, Cresson, Chavez, Le Pen, Haider, Fortuyn, Bové, Lula, Mélenchon ont été rejoints par Orban, Salvini, Corbyn, Trump, Kaczynski, Strache, Iglesias dans la longue et multicolore liste des populistes. Nous verrons que l'utilisation du terme aujourd'hui vise surtout à discréditer le peuple, face à une «élite éclairée».

En France quand son usage s'impose dans les années 1990, le mot renvoie au Front national considéré comme un «appel au peuple» rassemblant des «mécontents» dressés contre les élites établies et séduits par le charisme de Jean-Marie Le Pen, la magie de son verbe et ses idées xénophobes.

Depuis, succès oblige peut-être, son emploi s'est propagé tel un «virus» ou une «épidémie» selon le lexique pathologique en cours à propos des partis auxquels il est censé renvoyer; il désigne aussi bien les extrêmes droites que les gauches, encourage les papiers sensationnels («Mélenchon-Le Pen: le match des populismes»), les prises de position indignées, les colloques, articles, ouvrages donnant dans la comparaison internationale et appelant à la réaction de l'Union européenne.

Disqualifier «l'autre»

Il attise surtout l'inquiétude pour la démocratie et la suspicion à l'égard des classes populaires, notamment sur leur prédilection supposée pour les hommes politiques aux idées courtes et au racisme affiché. Prétendant expliquer, le mot disqualifie ainsi d'emblée en rendant infréquentables ceux et celles qu'il caractérise; il autorise alors le renvoi au rang des notions *vintage* le clivage droite/gauche au profit d'un nouveau distinguant les gens raisonnables, ouverts, progressistes, des radicaux,

nationalistes, fermés (songeons aux discours de Merkel ou Macron), tous les «incompatibles» du fait de leurs «valeurs» et leurs «attitudes» avec la démocratie et le progrès (ainsi que l'affirmait un *think tank* lié au parti socialiste).

Le mouvement des «gilets jaunes» fait aujourd'hui les frais d'une telle stigmatisation et donne involontairement du crédit à de tels jugements. Mais le plus étonnant sans doute dans ces usages intempestifs d'un tel label «chamallow» est l'étroite imbrication de la lutte politique et des controverses apparemment savantes. Historiens, philosophes, politistes se mobilisent et prennent explicitement position pour ou contre l'existence d'un populisme de gauche, la filiation populisme-fascisme, l'instauration de «démocraties illibérales» (comme en Pologne, en Hongrie)...

Sociologiquement que faire? Retracer l'histoire du mot en révèle l'étrange voyage et les préjugés trompeurs qui l'alimentent.

Une signification actuelle qui renvoie aux années 80

Les entreprises en filiation ont tort de faire remonter l'origine du populisme aux premières expériences politiques du début du XX^e siècle qui s'en revendiquaient (populistes russes, *People's Party* américain) pour en suivre ensuite logiquement les autres destinations (les régimes la-



Annie Collovald est Professeure de sociologie politique à l'université de Nanterre et l'auteure de «*Le populisme du FN: un dangereux contresens*» (Bellecombès-en-Bauge, Le Croquant, 2004).



tino-américains comme celui de Péron en Argentine, par exemple).

Sa signification actuelle est très récente et politiquement située et elle a créé une véritable rupture avec les usages qui la précédaient. Elle vient des débats animant, à la fin des années 1970, l'extrême droite américaine cherchant à se démarquer des libéraux (recrutés dans la grande bourgeoisie WASP) en se qualifiant elle-même de populiste. Nul «appel au peuple» ou sensibilité populaire ici: simple usage cynique du peuple pour conférer un semblant d'éthique philanthropique à une entreprise ultra conservatrice sur le plan économique et politique.

C'est cette fiction intéressée qui est importée en France dans les années 1980 pour désigner le FN. Il s'agit alors, pour ses nouveaux utilisateurs (philosophes, historien-ne-s surtout), de se distinguer des commentaires alors dominants, voyant dans ce parti, apparu à la stupeur générale sur la scène politique nationale, un fascisme ou une extrême droite en lui inventant une nouvelle identité: le FN ne serait qu'une nouvelle droite, certes un peu radicale, mais peu dangereuse et surtout une droite populaire. Ainsi un faux-semblant est pris pour la réalité de ce parti sans autre preuve que sa réussite électorale inopinée. Peu plausible les premiers temps, la fiction gagne son (pauvre)

réalisme quand, à partir des années 1990, des politologues découvrent, sur la foi des sondages électoraux, un «fait» extraordinaire: ce seraient les classes populaires (ouvrier-e-s, employé-e-s, chômeur/euse-s) qui voteraient Le Pen. Que cette affirmation reçoive de multiples démentis n'empêche rien. La boucle est bouclée, le mot a trouvé sa recette.

Un racisme social

Le «populisme» attire d'abord le populaire, son étymologie ne renvoie-t-elle pas d'ailleurs au «peuple»? Rien d'étonnant d'ailleurs à ce qu'un parti indigne subjugué surtout les fractions sociales les plus illégitimes socialement: par manque de ressources culturelles et économiques, elles ont une crédulité réceptive aux thèses frustrées et simplistes du FN, à l'inverse des plus éduqués et des plus riches protégés par leur culture de toute adhésion à des idées xénophobes ou intolérantes. Le FN devient alors le premier parti ouvrier en France et le substitut du parti communiste. Que dire? Sinon que cette «évidence» confond analyse et préjugés et que, mêlant injure et explication, elle lève des censures ouvrant sur l'affichage sans fard d'un racisme social sous l'apparence de constats «simplement» descriptifs?

«Qui a inventé les termes de bougnoules

«En classant les élites sociales à l'écart du 'populisme', le mot les exonère du retournement autoritaire que connaît la démocratie dans ses règles pratiques et juridiques; elle les dispense de la montée des intolérances et des inégalités dont témoignent les politiques mises en œuvre.»

«Le populaire hier valorisé est aujourd'hui disqualifié au point d'être passé du statut de cause à défendre à celui de seul vrai 'problème' pour la démocratie.»

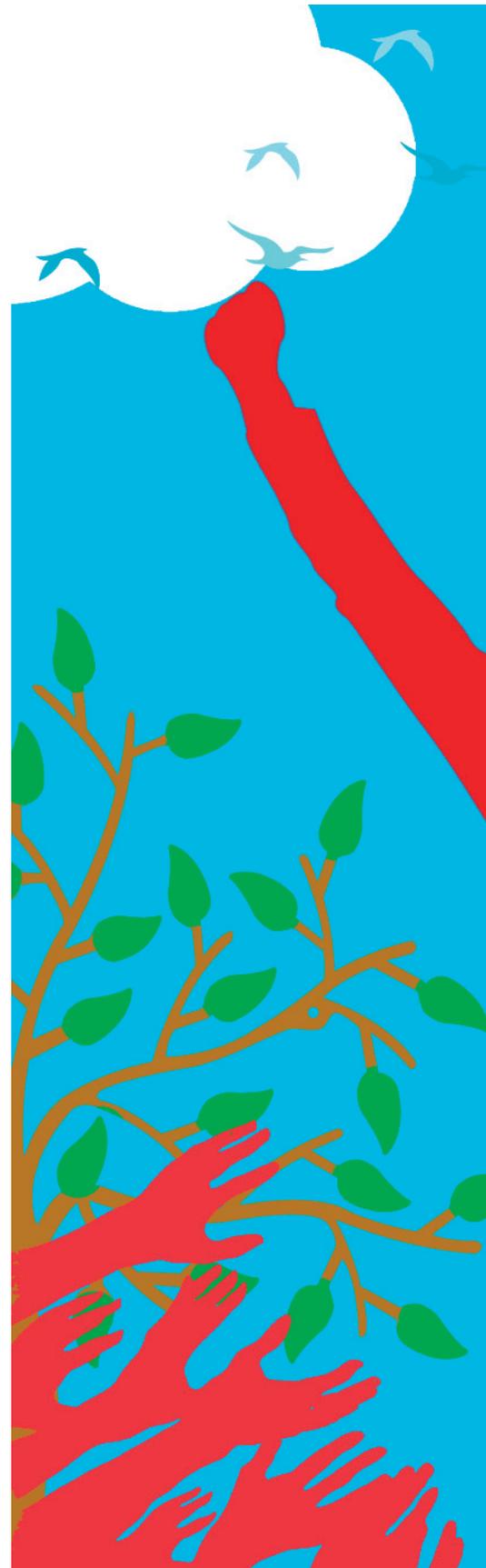
si ce n'est les classes populaires?» s'interrogeait plaisamment par exemple un politologue réputé en 2005 lorsque les catégories populaires, au grand scandale des «élites éclairées», ont voté «Non» au référendum européen.

Le peuple ennemi de la démocratie

Les usages du «populisme» ignorent droite et gauche, amalgament des partis aux pratiques et idéologies opposées, confèrent à un parti indigne politiquement et moralement une identité bien moins injurieuse que ses précédentes appellations (ce que le FN va s'empresser de reprendre à son compte à partir du milieu des années 1990 en se déclarant «populiste d'abord»). Ils brouillent également les notions de peuple et de populaire et font opérer au mot lui-même une complète révolution idéologique entre hier et aujourd'hui.

En effet, longtemps absent du vocabulaire public de la polémique politique où lui étaient préférés des termes comme «démagogie» ou «poujadisme», le «populisme» servait, selon la définition de Lénine, à dénoncer une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs. S'il stigmatisait, c'était ainsi moins pour insister sur la dangerosité d'une mobilisation politique «directe» du peuple que sur le danger que représentaient *pour le peuple* des prétentions à le défendre venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts.

En désignant maintenant le FN (ou d'autres extrêmes-droites), le mot change de perspectives. Le danger n'est plus dans le jeu des élites; il est dans les groupes populaires qui, xénophobes et incultes, ne cessent de se rallier à des causes détestables et de démontrer ainsi leurs indispositions pour la démocratie. Le populaire hier valorisé est aujourd'hui disqualifié au point d'être passé du statut de cause à défendre à celui de seul vrai «problème» pour la démocratie. A l'inverse, les élites sociales en ressortent toutes auréolées de supériorité morale (même si les scandales à répétition ébranlent un peu celle-ci ces derniers temps...). La distance





morale alors créée avec les plus démunis est telle que, pour les uns, elle justifie tous les abandons passés et futurs quand, pour les autres, elle incite à la récupération bruyante d'un peuple enfin réduit à leur propre image: «sans classe» et sans éthique politique.

Un terme qui disculpe les élites

Mot cynique, injurieux, le «populisme» est triplement trompeur.

Sur les partis qu'il désigne, bien moins sensibles idéologiquement aux classes populaires que défenseurs de politiques qui leur sont contraires.

Sur le clivage libéraux/populistes comme si n'existaient plus ni droite ni gauche, ni domination sociale et politique, et que les appétences autoritaires ne concernaient que les seconds et épargnaient les premiers.

Sur ce qui menace réellement la démocratie enfin. En classant les élites sociales à l'écart du «populisme», le mot les exonère du retournement autoritaire que connaît la démocratie dans ses règles pratiques et juridiques; elle les disculpe de la montée des intolérances et des inégalités dont témoignent les politiques mises en œuvre: contrôle des «mauvais pauvres», licenciements à la pelle, fermeture d'usines qui font pourtant des bénéfiques, maltraitance des populations «migrantes» toujours vues comme délinquantes, chasse aux enfants autour des écoles, criminalisation de leurs défenseurs syndicaux, associatifs, ... Rien n'interdit pourtant de penser que le destin de la démocratie se joue là, dans le cours ordinaire de la compétition et des décisions politiques des acteurs centraux, et non lors des élections ou de la montée «d'extrêmes».

Henri Deleersnijder, professeur d'histoire et essayiste

National-populisme et extrême droite: état des lieux

Voilà pas mal de temps maintenant qu'un vent mauvais s'est levé sur l'Europe. Sur la scène politique de ses différents pays, tant de l'Ouest que de l'Est, on assiste au retour de mouvements ou partis qualifiés tantôt d'extrême droite, tantôt de nationalistes et tantôt de populistes. Voilà des termes qui, dans les médias, sont le plus souvent utilisés l'un pour l'autre. Et, de fait, les thématiques que ces formations mettent en évidence peuvent être qualifiées de ces trois termes.

Si la signification du premier (extrême droite) et du deuxième (nationalisme) ne pose pas de problème majeur, il n'en va certainement pas de même du troisième: populisme. C'est la raison pour laquelle il est essentiel de le décrypter, de le faire dégorger en quelque sorte, en étant conscient que la réalité qu'il recouvre est souvent proche, voire très proche de celle des deux compères qui l'accompagnent. Car «mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde» (Albert Camus).



Henri Deleersnijder est professeur d'histoire et essayiste. Il est licencié en Arts et Sciences de la communication de l'Université de Liège et collaborateur au département des Relations extérieures de la même institution. Il s'implique en particulier dans des recherches sur le populisme et la démocratie, à l'intersection de l'histoire et des discours politico-médiatiques.

En février 1848 était publié le *Manifeste* de Marx et Engels, lequel commençait par la phrase «Un spectre hante l'Europe: c'est le spectre du communisme». Et si aujourd'hui, depuis la chute du mur de Berlin, l'effondrement des régimes communistes et le triomphe d'un ultralibéralisme sans états d'âme, c'était plutôt le populisme qui, comme une onde de choc, était en train de gagner tous les États du Vieux Continent et, dans la foulée de l'élection de Donald Trump, d'autres latitudes de par le monde? Un populisme se nourrissant sans vergogne des peurs collectives quant à un avenir incertain et faisant son fonds de commerce d'un cocktail explosif où se côtoient démagogie, antiparlementarisme et antiélitisme, d'une part, et, de l'autre, hantise de l'immigration, de l'islam et de l'insécurité. Des ingrédients, à coup sûr, péril-

lieux pour la démocratie. Surtout quand s'y adjoint un nationalisme pur jus, facteur des pires dérives.

Populisme: sorte de point Godwin

Que recouvre réellement de nos jours le vocable «populisme»? Eh bien, on est amené à constater qu'il prend un malin plaisir à s'esquiver dès qu'on essaye d'éclairer sa signification ou de l'enfermer dans un moule théorique, tant sont diverses les manifestations du phénomène qu'il désigne et les causes qui sont à leur origine. Objet équivoque par excellence, tiré à hue et à dia au gré des positionnements des partis et des stratégies électorales, utilisé plus souvent qu'à son tour comme arme de combat pour disqualifier un adversaire, appelé à la rescousse en guise de point Godwin pour clore un débat, le populisme est ce-



pendant un puissant révélateur de l'état de santé d'une société.

Il est devenu banal d'observer que nos régimes démocratiques ne se portent pas bien et qu'une crise lancinante serait même en train de les tarauder. D'où la nécessité d'isoler et d'interpréter les symptômes d'un mal-être qui, à terme, pourrait devenir dangereusement liberticide. D'autant qu'un grand nombre de consultations électorales plus ou moins récentes ont révélé un indéniable enracinement de ces mouvements populistes dans le paysage politique de l'Europe.

Quelques éléments pour définir le populisme

Ceci dit, indépendamment de la polysémie du substantif et de ses usages polémiques, on peut déceler dans le populisme plusieurs éléments reconnaissables entre tous et qui lui sont propres. En premier lieu, il y a l'exaltation du peuple et l'appel direct à ce peuple. Mais quel peuple? Et c'est le deuxième trait, marquant au plus haut point: un peuple monolithique, mythique, sacralisé à tout prendre, sans différences de classes, d'opinions, d'intérêts, etc. Un peuple, troisième caractère, qu'un leader estime incarner parce que lui - dit-il le plus fréquemment - en est issu et lui - prétend-il aussi - sent ce que ce peuple magnifié veut.

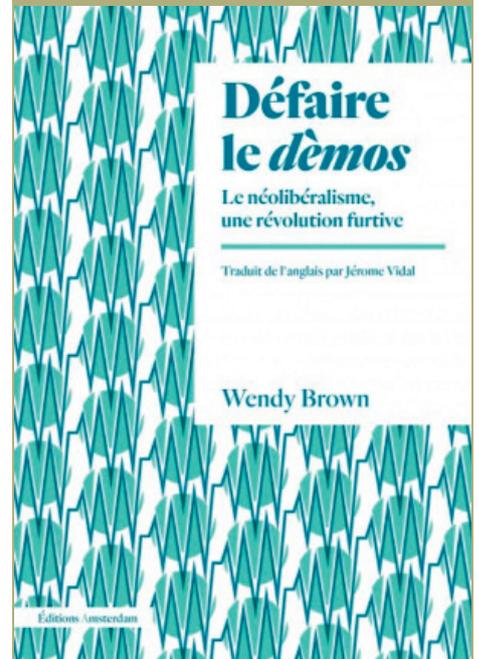
De là découle une quatrième composante, à savoir l'antiélitisme: les élites, politiques et intellectuelles en priorité (pas les sportives...), sont d'office suspectées de manipuler le bon peuple considéré comme intrinsèquement pur, innocent, sans tache, élites suspectées aussi de s'en nourrir honteusement. Ensuite, et on aborde là un cinquième élément fondamental, il y a la rhétorique populiste, empreinte de démagogie, faite de propos à l'emporte-pièce, discours qui fait la part belle aux émotions et qui est manié avec maîtrise par un meneur charismatique, incarnant littéralement un parti hyper-personnalisé. Enfin, conséquence de cette dernière dimension - et on arrive là au sixième et ultime ingrédient -, les médiations (Parlement, corps intermédiaires) sont diabolisées, en passe même d'être rejetées puisque jugées inutiles ou superflues, pour ne pas dire nuisibles.

Menace pour la démocratie

Par ce gain de temps qu'il propose dans la gestion de l'espace public, course niant par le fait même la complexité du réel, le populisme constitue une menace pour la représentation démocratique, sinon une avenue toute tracée vers une forme de régime autoritaire. Il suffit de penser à de célèbres figures historiques, même si toutes ne sont

Défaire le demos: Le néolibéralisme, une révolution furtive, Wendy Brown, éditions d'Amsterdam, 2018.

Au cours des dernières décennies, l'efficacité a été érigée au rang de valeur primordiale au sein des sociétés occidentales: de l'évaluation des pratiques gouvernementales et des institutions au rapport à soi des individus, l'impératif de valorisation est devenu la norme, tout et tout le monde étant désormais traité comme capital. Analysant les transformations de l'université, celles de l'ordre juridique ou l'emprise acquise par le jargon des «meilleures pratiques», Wendy Brown montre comment la rationalité politique néolibérale - nouvel ordre de discours qui excède largement le domaine de l'économie - introduit partout la logique du marché. Reprenant le fil de l'étude du néolibéralisme là où Foucault l'avait abandonnée, elle explique que la logique sacrificielle qui sous-tend les modèles de la «gouvernance» et de l'homo oeconomicus menace la possibilité même de constitution de sujets politiques et, par conséquent, les fondements de la démocratie.



À propos du populisme de gauche

Aujourd'hui, la philosophe Chantal Mouffe considère que le populisme, si souvent vilipendé en haut lieu, est une réponse à l'idéologie dominante, laquelle estime qu'il n'existe aucune alternative à la globalisation ultralibérale.

Celle qui a inspiré des mouvements politiques comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne et La France insoumise dans l'Hexagone avançait ainsi - dans une interview du *Soir* du 27 avril 2017 - que, «contrairement à ce qu'affirment un certain nombre de théoriciens, le populisme n'est pas une pathologie de la démocratie mais, au contraire, une dimension nécessaire de la démocratie». Ajoutant ceci: «Le populisme de gauche est la façon de prendre au sérieux les demandes à l'origine du succès des partis populistes de droite, mais en leur donnant une dimension progressiste. C'est ce que Mélenchon a tenté de faire.»

Pour un populisme de gauche, Chantal Mouffe, Albin Michel, 2018.

Au moment où les partis populistes remportent des succès déconcertants dans les sociétés libérales occidentales, en Autriche, en Italie, aux États-Unis..., nul ne saurait douter que nous traversons aujourd'hui ce que Chantal Mouffe appelle un «moment populiste», qui s'explique par la désaffection croissante envers les partis de gouvernement traditionnels et la défiance envers la chose politique dans son ensemble.

Après *L'illusion du consensus*, la gauche progressiste que défendait l'auteure, capable de revitaliser la démocratie et de rétablir un espace où s'expriment les conflits, doit désormais se reconstruire; et il semble bien qu'elle n'ait d'autre choix que d'adopter, elle aussi, une «stratégie populiste».

Mais attention, par «populisme de gauche», il faut entendre la stratégie qui vise à construire une frontière entre «le peuple» et l'«oligarchie», la seule frontière politique qui vaille, comme l'avance Chantal Mouffe dans ce texte aux allures de manifeste.

pas arrivées au faite du pouvoir, comme Georges Boulanger (1837-1891) en France, Getulio Vargas (1882-1954) au Brésil, Juan Peron (1895-1974) en Argentine, Léon Degrelle (1906-1994) en Belgique, Benito Mussolini (1883-1945) en Italie, Adolf Hitler (1889-1945) en Allemagne, Pierre Poujade (1920-2003).

Sommes-nous dès lors là, de nos jours, en présence d'une résurgence de l'extrême droite. La question fait débat, du fait même qu'à l'autre extrémité de l'échiquier politique, il peut exister aussi - avec d'importantes nuances certes - un populisme de gauche (voir encadré). Du reste, historiquement parlant, le populisme n'a pas toujours été connoté à droite: dans la seconde moitié du XIX^e siècle en Russie avec les *narodniki* («populistes») et au tournant du XX^e aux États-Unis avec le *People's Party* (Parti du peuple), il l'était à gauche. Comme quoi, les mots ne sont pas à l'abri de détournements sémantiques et peuvent connaître des destinées inattendues.

Quoi qu'il en soit, les partis relevant de l'appellation «populistes» existant en ce début de XXI^e siècle dans la plupart des pays européens participent aux élections (mais Hitler a joué le jeu aussi...) et paraissent donc, jusqu'à nouvel ordre, offrir des garanties démocratiques suffisantes. Elles sont anti-système, comme l'étaient le fascisme et le nazisme, mais, n'ayant pas de programme révolutionnaire proprement dit, elles le sont moins qu'eux.

On ne peut cependant nier que les thématiques développées de part et d'autres sont proches, parfois très proches: repli identitaire, nationalisme, xénophobie, stigmatisation des musulmans, antiparlementarisme («tous pourris»), lutte contre le multiculturalisme, rejet de la construction européenne et, *last but not least*, virulence verbale. C'est une des raisons pour lesquelles, suivant en cela le politologue Pierre-André Taguieff, on préférera la dénomination «national-populisme» pour désigner ce type de formations politiques maintenant bien implantées sur le continent européen. Ajoutons que certains, dont nous nous sentons proches à vrai dire, reconnaissent dans le populisme un marche-pied vers le fascisme: c'est le cas de Pascal Ory, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne¹.

Populisme identitaire

Une distinction est cependant indispensable à faire. Il existe bien un «populisme



Le général Boulanger. Il fut à l'initiative d'un mouvement politique qui réunit, entre 1886 et 1889, un grand nombre d'opposants au régime. Le boulangisme fit passer l'idéal patriotique d'alors d'une gauche jacobine à une droite nationaliste. (Larousse)

protestataire», c'est-à-dire une caisse de résonance ou un exutoire d'un mal-être social où prédominent la contestation de la représentation nationale - donc des partis au pouvoir - et l'appel à une démocratie directe faisant l'économie d'intermédiaires ou de médiations. Dans ce cas de figure, c'est le pays d'en-bas qui se dresse contre celui d'en-haut. Le «national-populisme», au contraire, ou «populisme identitaire» entend coûte que coûte maintenir l'identité nationale menacée, moins par ceux d'en-haut que par ceux d'ailleurs: le peuple tout entier est appelé



fication dans ce contexte), les bénéficiaires de l'État-providence, mais à condition d'être des nationaux de souche: immigré-e-s sans emploi, chômeur/se-s bidons, faux/sses réfugié-e-s et brebis galeuses de même tonneau menaçant la paix publique, prenez garde! Et leurs «allié-e-s» de tout poil n'ont qu'à bien se tenir aussi, qui ont fait de la solidarité et d'un certain universalisme leurs valeurs cardinales. Cela fait beaucoup de monde, on en conviendra. Et comment ne pas reconnaître ici les oripeaux de ce qui fait l'ADN de l'extrême droite?

Le cas hongrois

La Hongrie, qui a fait des émules (Matteo Salvini et *tutti quanti*), constitue un cas emblématique de cette évolution. La pluie de mesures prises par le gouvernement de Viktor Orbán et du parti Fidesz sont en passe de faire de ce pays de l'Union européenne (UE) une véritable «démocratie illibérale», certains observateurs n'hésitant pas à employer à son propos le mot-valise «démocrature». Voici quelques-unes de ses décisions, données en vrac, des plus anciennes aux plus récentes: perte d'autonomie de la justice, freins imposés à la liberté des médias, nouvelle Constitution où la mention «République hongroise» est simplement remplacée par celle de «Hongrie», pays fondé sur la tradition chrétienne. A quoi il importe d'ajouter le sort réservé à un secteur culturel de plus en plus chassé gardée des ultranationalistes, la limitation de la liberté d'action des ONG et de l'université d'Europe centrale financée par le milliardaire américain d'origine juive hongroise George Soros, refus enfin de céder à la volonté de la Commission européenne d'imposer à Budapest des quotas pour l'accueil des réfugiés. «Nous devons fermer la frontière pour empêcher l'émigration de masse en provenance du Sud», a notamment proclamé Orbán, rarement avare de provocations.

Cet ultralibéral, partisan d'un conservatisme absolu des mœurs, sans relâche animé par le ressentiment, s'entend à se créer des boucs émissaires: Bruxelles en est un de choix qui subit - par voie d'affichages - des attaques régulières, ce qui n'empêche pas l'État hongrois d'accepter les subsides de l'UE. Soros en est un autre, systématiquement devenu la cible du premier ministre. Depuis peu, on le voit souriant, accompagné de Jean-Claude Juncker, hilare lui aussi, sur la même affiche. C'est toute une politique de haine qui se déploie ainsi, recyclant des clichés des années 30, quand les juifs étaient

vus comme des profiteurs, voire des fauteurs de guerre.

On avait cru, après la victoire sur le nazisme et la chute du totalitarisme soviétique, que l'Histoire allait nécessairement suivre une ligne claire, vers plus de liberté et de justice sociale. Mais il a fallu bientôt déchanter: nous sommes tombés, tant les marxistes que les libéraux, dans le piège de l'illusion; le futur est décidément toujours imprévisible. Puisse notre présent du moins se préserver des attraits du national-populisme, qui pourrait bien n'être qu'un nouvel avatar de l'extrême droite.

1. Voir à ce propos *L'Obs* du 7 février 2019, pp. 34-35.

à se mobiliser pour maintenir son intégrité face au danger représenté par l'immigration, donc l'ouverture des frontières, mais aussi par les élites mondialistes vues comme le «parti de l'étranger».

Dans ce second cas de figure, les immigrés - pauvres, bien sûr, et musulmans au premier rang - ainsi que les migrant-e-s de toutes sortes sont considéré-e-s comme inassimilables, parce que porteurs de cultures différentes ou comme dangereux parce que filous par nature. Y sont à peine tolérés, jusqu'à nouvel «ordre» (mot lourd de signi-

Les droits humains, un espoir pour une Europe et une Asie centrale menacées

Depuis les pentes escarpées de l'Oural jusqu'à la côte atlantique battue par les vents, l'Europe est plus qu'un simple continent sur une carte géographique. Elle constitue une idée, façonnée au fil des millénaires, nourrie par d'innombrables cultures et traditions, renouvelée par les mouvements de populations, confortée par des valeurs partagées et une histoire commune. À quelques exceptions (de taille) près, elle connaît depuis plusieurs décennies une paix et une prospérité sans précédent. Malheureusement, l'Europe et l'Asie centrale font actuellement face à une offensive nourrie, menée de l'intérieur, contre les droits humains.



La politique du bouc émissaire et de la peur

La montée de l'intolérance, de la haine et des discriminations, sur fond de rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile, entraîne une déchirure de plus en plus importante au sein même du tissu social de la région. La politique de la peur, portée par des dirigeant-e-s qui véhiculent un discours vénéneux, accusant telle ou telle catégorie d'être responsable des problèmes sociaux ou économiques, sème la discorde parmi les citoyen-ne-s.

Les défenseur/seuse-s des droits humains, les militant-e-s, les médias et l'opposition politique sont harcelé-e-s par les

pouvoirs publics. Ces hommes et ces femmes sont visé-e-s par des poursuites pénales, voire pris-e-s pour cible par des groupes adeptes de la violence et agissant en toute impunité.

Dans une grande partie de l'Europe, la prétendue «crise des réfugiés» - et les réactions indignes qu'elle a suscitées - est particulièrement révélatrice. Elle fait l'effet d'un miroir reflétant de tristes réalités.

Les demandeur/seuse-s d'asile, les réfugié-e-s et les migrant-e-s sont rejeté-e-s ou confiné-e-s dans des conditions sordides tandis que, progressivement, les actes de solidarité sont criminalisés. Des enfants sont abandonnés à eux-mêmes.

L'absence de toute politique cohérente, découlant d'une approche du «chacun pour soi» de la part des pays européens, laisse les États situés en première ligne, comme la Grèce, assumer seuls l'accueil de dizaines de milliers de personnes réfugiées et migrantes. Les accords douteux conclus pour externaliser les responsabilités et renforcer la «forteresse Europe» sont contraires au droit international.

La prétendue «crise», ainsi que les politiques d'austérité menées dans la région, servent désormais de tremplin à un nombre croissant de politicien-ne-s opportunistes. Sous prétexte de lutter contre «l'establishment», ils pratiquent la

Amnesty International est un mouvement mondial de personnes qui luttent pour les droits humains. Il intervient au nom des victimes de violations de ces droits, en se basant sur une recherche impartiale et sur le droit international. L'organisation est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion.



Action devant le cabinet du Premier ministre le 14 août 2018 suite à l'enfermement de la première famille dans le centre fermé de Steenokkerzeel. © Amnesty International / Frédéric Moreau de Bellaing

diabolisation des plus marginalisés, qu'ils/elles pourchassent, désignent à la vindicte populaire et déshumanisent.

La Hongrie est ainsi devenue la championne de l'intolérance. Son Premier ministre Viktor Orbán et la formation au pouvoir Fidesz intensifient l'offensive contre les droits humains, revendiquant fièrement les atteintes au droit international qu'ils commettent. Le gouvernement hongrois s'en prend directement et ouvertement aux migrant·e·s et aux réfugié·e·s, restreint le droit de manifester pacifiquement, transforme le fait d'être sans abri en une infraction pénale et adopte des lois draconiennes sanctionnant les activités légitimes en lien avec les migrations, menaçant l'existence même de la société civile.

En Pologne, l'espace de la contestation se rétrécit, face à une législation qui réduit le droit de manifester, aux poursuites entamées contre des centaines de manifestant·e·s non violent·e·s et à l'extension des pouvoirs de surveillance des services chargés de l'application des lois. Les autorités s'en prennent systématiquement à l'indépendance de l'appareil judiciaire, qu'elles affaiblissent, et suppriment les mécanismes et les garanties de protection des droits fondamentaux, soumettant le pouvoir judiciaire à une ingérence politique. Les magistrat·e·s qui critiquent les mesures prises par le gouvernement ou demandent à la Cour de jus-

tice de l'Union européenne de se prononcer sur leur compatibilité avec le droit communautaire sont victimes de manœuvres de harcèlement et de procédures disciplinaires.

Un climat de peur qui étouffe la dissidence

Parallèlement, certains pays de la région connaissent aujourd'hui un véritable climat de peur. En Turquie, depuis la tentative de coup d'État manquée de 2016, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, dont des journalistes, des défenseur/seuse·s des droits humains et des militant·e·s, ont été arrêté·e·s arbitrairement pour avoir critiqué les autorités, sans qu'il existe à leur encontre la moindre preuve qu'ils/elles aient commis des actes susceptibles d'être considérés comme illégaux. Des ONG et des journaux ont été fermés et plus de 130 000 salarié·e·s de la fonction publique ont été arbitrairement licencié·e·s aux termes de décrets pris dans le cadre de l'état d'urgence. Taner Kılıç, le président honoraire d'Amnesty International Turquie, a passé plus de 14 mois en prison. Libéré en août dernier, il fait toujours l'objet de poursuites pénales sans le moindre fondement, en raison de son action en faveur des droits humains.

Un peu partout en Europe, des groupes qui n'hésitent plus à prôner la haine et la discrimination se font une place sur la scène politique, aux côtés des partis traditionnels. Ces

«*Pourtant, malgré ce climat marqué par les discours xénophobes et les politiques répressives, il reste des raisons d'être optimiste. Le militantisme progresse et la contestation s'amplifie. Une véritable lame de fond, composée de gens ordinaires animés par une passion extraordinaire, se soulève, en faveur de la justice et de l'égalité.*»

«Un peu partout en Europe, des groupes qui n'hésitent plus à prôner la haine et la discrimination se font une place sur la scène politique, aux côtés des partis traditionnels.»



Participation d'Amnesty à la Pride en 2018 («Nous marchons pour ceux qui ne le peuvent pas») © Amnesty International / Frédéric Moreau de Bellaing

derniers s'imprègnent quant à eux de leurs idées et reprennent à leur compte leurs discours d'exclusion. Alimentée par certains responsables politiques et une presse prompt à encourager les divisions, l'apologie de la haine et de l'intolérance tend à se banaliser.

Les institutions européennes et les droits humains

À l'heure où certain-e-s acteur/trice-s majeur-e-s se retirent des mécanismes internationaux de protection des droits humains, lorsqu'ils/elles ne cherchent pas à saper leur action, l'Union européenne (UE) et ses États membres sont sommés de renforcer leur engagement en faveur des droits fondamentaux dans le cadre de leur politique étrangère. Dans l'état actuel des choses, la crédibilité de l'UE est malheureusement menacée par sa propre incapacité à respecter ces droits sur son territoire.

Quelques initiatives positives ont certes été prises, telles que le déclenchement de l'article 7 par la Commission européenne et le Parlement européen, permettant d'entamer une procédure contre la Hongrie et la Pologne en réponse à l'adoption par ces deux pays de mesures portant atteinte au respect des droits humains. L'UE a également fait des progrès en matière de soutien et de protection de défenseur/se-s des droits humains dans certains pays, mais il reste beaucoup à faire à cet égard dans toute la région. Concernant les migrations, les institutions européennes n'ont adopté aucune mesure décisive, voire ont pris des décisions qui n'ont fait qu'aggraver la situation.

Des politiques très dures sur l'immigration

À la suite de l'accord passé entre l'UE et la Turquie, par exemple, des milliers de per-



cisions, pourtant contraignantes, de la Cour, suscitant au niveau national des problèmes systémiques et structurels graves, qui permettent aux violations des droits humains de se perpétuer.

Ces voix dissidentes que l'on fait taire

Dans des pays comme le Kazakhstan, la Russie ou le Tadjikistan, la liberté d'expression sur Internet est de plus en plus menacée, tandis que, un peu partout dans la région, les manifestations pacifiques se heurtent à la répression et à l'intervention brutale des forces de police. En Russie, où les mouvements de protestation ont tendance à se multiplier, l'intransigeance du gouvernement se traduit par des arrestations massives. Des enfants ont même été interpellés pour avoir participé à des manifestations non violentes, et des journalistes ont été pris pour cible pour avoir couvert ces événements. Un nombre sans précédent d'internautes ont été poursuivis en justice pour avoir mis en ligne ou fait circuler des documents critiques à l'égard du régime.

Les gouvernements continuent d'édicter des mesures antiterroristes et «anti-extrémistes» et se servent abusivement de la justice pénale contre celles et ceux qui les critiquent ou qui ne sont pas d'accord avec eux.

En Russie, et ailleurs, des hommes et des femmes qui défendent les droits humains font l'objet de poursuites sur la foi d'éléments forgés de toutes pièces. En janvier de l'année dernière, par exemple, Oyoub Titiev, le directeur du bureau tchéchène de l'organisation de défense des droits humains Memorial, à Grozny, a été arrêté et a fait l'objet d'accusations fallacieuses d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Il est passible de plusieurs années d'emprisonnement. D'autres sont agressé-e-s par des inconnu-e-s susceptibles d'avoir des liens avec les pouvoirs publics.

Les renvois forcés de réfugié-e-s se multiplient, certains pays, comme l'Azerbaïdjan, ayant recours aux pouvoirs d'extraterritorialité pour tenter d'arrêter et d'extrader des défenseur/seuse-s des droits humains réfugié-e-s à l'étranger afin de ne pas être injustement poursuivis en justice chez eux.

En Ukraine, les défenseur/seuse-s des droits humains et les organisations de la société civile critiques à l'égard du gouvernement sont de plus en plus souvent la cible de groupes violents qui agissent en toute impunité, voire des pouvoirs publics. Au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, la police réprime violemment les militant-e-s des droits

des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI) pour les réduire au silence.

En Crimée, la moindre tentative d'opposition à l'occupation russe est brutalement écrasée. Les défenseur/seuse-es des droits humains et, plus généralement, les militant-e-s de la communauté des Tatars de Crimée sont poursuivi-e-s en justice de manière arbitraire et font face au harcèlement permanent des services de sécurité russes.

«Nous sommes responsables non seulement de ce que nous disons, mais aussi de ce que nous taisons»

Pourtant, malgré ce climat marqué par les discours xénophobes et les politiques répressives, il reste des raisons d'être optimiste. Le militantisme progresse et la contestation s'amplifie. Une véritable lame de fond, composée de gens ordinaires animés par une passion extraordinaire, se soulève, en faveur de la justice et de l'égalité. Par leurs actes, toutes ces personnes contribuent à définir le type de continent dans lequel elles aspirent à vivre. Et leur courage est contagieux.

Parmi elles, des journalistes, des universitaires, des artistes, des magistrat-e-s, des avocat-e-s et de simples citoyens et citoyennes de tous les horizons, mu-e-s par un même sentiment de compassion et une même indignation devant l'injustice et les souffrances.

En période de répression, il est plus dangereux, mais aussi plus essentiel que jamais, de se mobiliser pour défendre les droits humains ou dénoncer les injustices.

Celles et ceux qui expriment leurs convictions deviennent autant de symboles d'espoir pour les autres. Si nous ne nous tenons pas à leurs côtés, qui, demain, sera encore là pour revendiquer ce qui est juste? Les dirigeant-e-s européen-ne-s doivent se positionner en première ligne et au centre du terrain, en leur apportant clairement leur soutien et en dénonçant ceux et celles qui les attaquent.

Comme le disait l'écrivain turc Aziz Nesin, «nous sommes responsables non seulement de ce que nous disons, mais aussi de ce que nous taisons». Nous ne pouvons pas garder le silence. Nous ne nous taisons pas.

sonnes réfugiées et migrantes se sont retrouvées bloquées sur certaines îles grecques, dans des conditions déplorables et même dangereuses. En Méditerranée centrale, les gouvernements européens, qui ont demandé sans états d'âme à la Libye de se charger des contrôles aux frontières, se rendent complices des souffrances infligées aux candidat-e-s à l'immigration. En encourageant les autorités libyennes à s'opposer aux traversées, à gêner les secours et à ramener les gens dans de sinistres centres de détention en Libye même, l'UE sape les efforts de recherche et de secours et expose des hommes, des femmes et des enfants à un risque réel de torture.

La justice battue en brèche

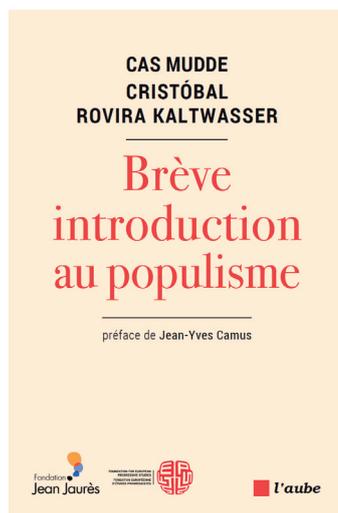
Dans le même temps, la Cour européenne des droits de l'homme voit son indépendance et son autorité de plus en plus menacées. Souvent par calcul politique, certains États refusent d'appliquer des dé-

pour aller plus loin

LIVRES

Brève introduction au populisme, Cas Mudde, Cristóbal Rovira Kaltwasser, L'aube Eds De, 2018

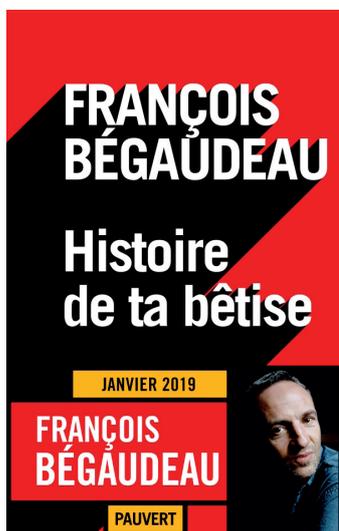
Cet ouvrage permet, à travers la définition académique aussi précise que possible du terme «populisme» que livrent les auteurs, d'acquiescer une connaissance fine du phénomène grâce à laquelle nous pourrions «argumenter de manière raisonnable sur chacun des problèmes soulevés par les populistes».



Histoire de ta bêtise, François Bégaudeau, Fayard, 2019.

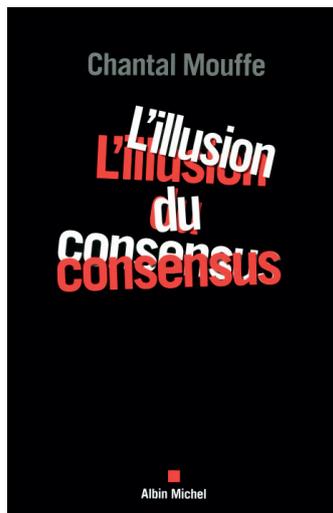
S'adressant à l'électeur d'Emmanuel Macron, François Bégaudeau fait la somme des aveuglements qui le font se prendre pour un progressiste de pointe là où il n'est qu'un conservateur de base.

Tu es un bourgeois. Mais le propre du bourgeois, c'est de ne jamais se reconnaître comme tel.



L'illusion du consensus, Chantal Mouffe, Albin Michel, 2016.

Pour la philosophe Chantal Mouffe, figure de la démocratie radicale et plurielle, considérée, avec Ernesto Laclau, comme l'inspiratrice du mouvement Podemos, le conflit est constitutif de la politique. Aussi, concevoir la politique démocratique en termes de consensus et de réconciliation n'est pas seulement erroné conceptuellement, mais dangereux politiquement. Quand les luttes politiques perdent de leur signification, ce n'est pas la paix sociale qui s'impose, mais des antagonismes violents, irréductibles, susceptibles de remettre en cause les fondements mêmes de nos sociétés démocratiques.

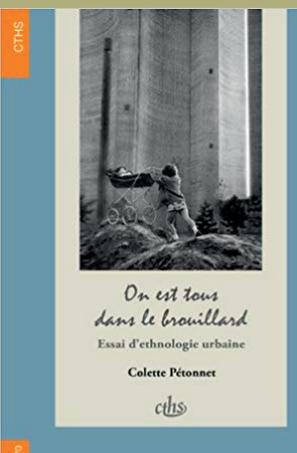


Riche, pourquoi pas toi? Marion Montaigne, Dargaud, 2013.

Être riche, c'est avoir de l'argent, pardi! Pourtant, après avoir gagné au loto, Philippe Brocolis s'aperçoit que ce n'est pas si simple à définir, la richesse. Avec l'aide des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, la famille part à la conquête d'un monde qui lui est totalement étranger. la bourgeoisie. D'après les écrits de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Marion Montaigne mène avec un humour corrosif une enquête fiction humoristique sur l'argent, la reproduction des élites, la violence symbolique.

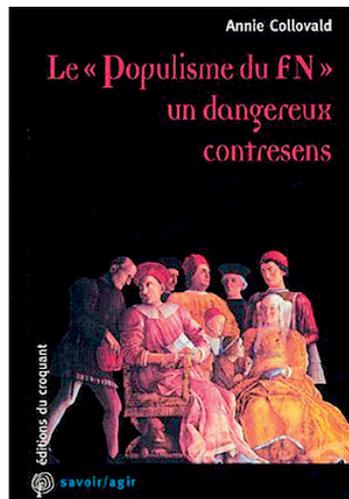


On est tous dans le brouillard, Essai d'ethnologie urbaine, Colette Pétonnet, CTHS Format, 1979-1982.



Ce texte est le résultat de l'une des premières enquêtes comparatives menées auprès des Français et immigrants de la région parisienne dans les années 70-80. En partant à la rencontre des gens sur le terrain mouvant de leurs habitats successifs, des bidonvilles aux «non-lieux» des cités de transit, Colette Pétonnet est parvenue à scruter la teneur intime, cachée de réalités sociales communément décriées. Elle s'est intéressée aux parcours, départs, et cassures qui forment des individus au-delà de leurs multiples appartenances. Novatrice à bien des égards, son œuvre continue d'inspirer de nombreux travaux, ceux

qui se font en ville mais aussi ceux qui prennent la ville pour objet, à travers l'étude de ses espaces, de ses équipements, à travers les manières de l'habiter, de la représenter, de la rêver.



Le Populisme du FN, un dangereux contresens, Annie Collovald, Bellecombe-en-Bauges, France, Éditions Du Croquant, 2004.

À travers cet ouvrage, Annie Collovald a voulu déconstruire et remettre en cause le terme de «populisme» qui sert aujourd'hui d'explication au succès électoral du Front national. L'auteure retrace l'histoire de ce mot et les raisons de son utilisation récente en science politique pour qualifier le Front national.

Projet européen: Conscience Numérique Durable (CND)

Les objets connectés font partie de notre quotidien. Pourtant, s'ils peuvent nous faciliter la vie, leur impact environnemental et social n'est pas négligeable. La Ligue de l'Enseignement travaille actuellement sur des outils pédagogiques pour aborder ces questions.

Le numérique a le vent en poupe. En Europe, plus de 3 personnes sur 4 utilisent Internet. Le nombre et la variété des appareils connectés ne cessent de s'accroître à une vitesse impressionnante: ordinateurs, smartphones, tablettes, drones, mais aussi montres connectées pour le sport, thermostats, voitures, télévisions, tracteurs, climatiseurs, éclairages, poubelles, tout est devenu high-tech! Tous ces objets connectés et leurs fonctionnalités s'imposent dans notre quotidien grâce à la multitude des services qu'ils nous offrent. Pratiques, ludiques et technologiques, ils font partie intégrante de nos vies. Le numérique offre une multitude de possibilités qui influent sur l'avenir de l'humanité. Ces appareils facilitent les échanges, décuplent les possibilités de calcul, augmentent l'efficacité et la rapidité de nos actions de manière extraordinaire, etc.

D'un autre côté, les outils numériques peuvent avoir des impacts négatifs sur nos vies, notre société et l'environnement. Les réseaux sociaux, par exemple, peuvent diminuer nos interactions sociales et nous rendre plus seul-e-s. Des géants comme Google ou Amazon ont des monopoles tellement énormes, notamment sur les données, qu'ils ont une puissance économique plus forte que certains états européens. En ce qui concerne l'environnement, le numérique a dans l'imaginaire collectif une image «verte», immatérielle, et nous n'imaginons pas son réel impact. Saviez-vous pourtant que:

- Internet représente aujourd'hui un peu moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et ce chiffre pourrait grimper à 8 % en 2025 (2018 - Shift Project);
- il faut consommer environ 80 fois plus d'énergie pour produire «un gramme de smartphone» que pour produire «un gramme de voiture» (ADEME 2013 - Shift Project);
- l'impact énergétique du visionnage d'une vidéo en ligne est environ 1500 fois plus grand que la simple consommation électrique du smartphone (2018 - Shift Project).

Il convient donc, à travers une pédagogie innovante, d'urgemment interroger notre utilisation quotidienne du numérique et d'utiliser ce formidable outil de façon plus responsable, tant d'un point de vue du service rendu que de l'impact écologique.

L'initiative CND vise à participer à l'éducation à ces sujets. Nous allons développer des outils éducatifs et pédagogiques (guides de sensibilisation, jeux, modules de formations) permettant aux établissements scolaires, aux enseignant-e-s, aux élèves (principalement de fin de primaire et de secondaire) et au grand public de construire de nouvelles connaissances et compétences sur le lien entre digital, écologie et social. L'ensemble de notre travail sera publié sous licence libre et accessible gratuitement.

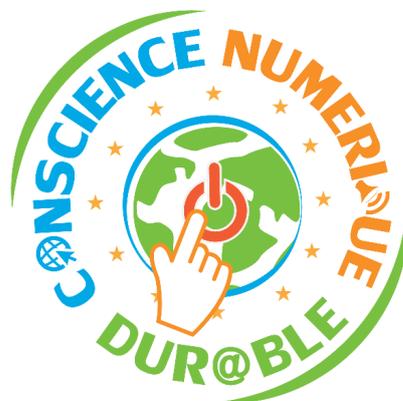
La première production, un guide sur les conséquences sociales et environnementales du numérique, destiné à tout public, est en

cours de construction. Nous sommes encore en phase de réflexion et à la recherche d'informations pertinentes et fiables sur un grand nombre de thèmes.

Si ce projet vous parle et que vous aimeriez échanger avec nous et travailler à une éventuelle coopération, n'hésitez pas à contacter Adrien Plomteux, chargé de projet CND, à l'adresse adrienp@ligue-enseignement.be.

Vous serez tenu-e-s informé-e-s des avancées via ce canal. Vous trouverez aussi des informations sur notre site Internet www.ligue-enseignement.be

Ce projet est le fruit de la collaboration entre trois organisations de trois pays différents et est financé avec le soutien de la Commission Européenne à travers le dispositif ERASMUS+.



Cooperativa Sociale
LE MILLE E UNA NOTTE



Erasmus+



Parfois être un enfant sage a un prix

L'enfant sage est un enfant facile à élever. Il ne pose de problème ni à ses parents, ni à ses éducateurs/trices : en toutes circonstances, il s'adapte et rend facile la tâche des adultes. Il est obéissant, mange et dort facilement, est poli, travaille bien à l'école et s'occupe seul.

Mais, derrière cette apparente normalité, se cache parfois un enfant en difficulté et en souffrance. Certes, il n'y a pas lieu de s'alarmer devant tout enfant calme. Ce qui est inquiétant, c'est un enfant sage en toutes circonstances. Trop de sagesse n'est pas un objectif éducatif. Ce n'est pas non plus un indicateur de bien-être de l'enfant. Si un enfant reste - trop - sage, c'est parce qu'il doit prioritairement satisfaire aux attentes de ses parents.

Pour des raisons liées à leur histoire, certains enfants comprennent qu'ils ne doivent pas poser problème dans leur famille : par exemple face à des parents trop fragiles qu'il faut ménager, après un événement traumatique dans la famille, pour s'assurer une « meilleure » place dans la fratrie, ou parce qu'ils imaginent que c'est ce qu'on attend d'eux.

Ces enfants sont si souvent préoccupés à coller aux attentes de l'adulte qu'ils renoncent, sans le savoir, à faire des expériences essentielles pour leur développement. Par exemple, ils ne prennent pas le risque de se différencier, de s'opposer, de sentir et d'affirmer leurs désirs... en fin de compte d'exister.

Car pour éprouver ses désirs propres, chaque enfant doit passer par de telles expériences. Pour cela, il a besoin de s'appuyer sur un adulte vécu comme solide, capable de supporter ses écarts émotionnels.

La fragilité d'un parent diminue sa capacité à contenir et rassurer son enfant. Un enfant perçoit que son parent est en difficulté dans sa vie sans avoir les forces pour y faire face. Il peut alors devenir celui qui soigne son parent. La sécurité de base de l'enfant peut en pâtir et le pousser, à l'insu

de tous, du côté d'une inhibition majeure de sa vie psychique. L'enfant croit que c'est ainsi qu'il faut faire pour être aimé.

D'un autre côté, il peut tirer des bénéfices secondaires de ce renoncement émotionnel, prix à payer pour être celui qu'on aime tant, valorise et cite en exemple.

Les parents ne sont pas forcément conscients du dysfonctionnement familial et de ce que cela fait vivre à leur enfant. C'est souvent tout un travail de prise de conscience de cette situation qui permettra à l'enfant sage de se dégager de cette prison.

Quelles sont les conséquences pour l'enfant ?

Pour se conformer à ce qu'il pense qu'on attend de lui, l'enfant peut en arriver à occulter ses émotions parce qu'il pressent qu'elles pourraient parasiter l'équilibre relationnel déjà fragile, voire inexistant. Perdre le contact avec ses désirs propres, éviter de donner libre court à ses émotions personnelles handicapent l'enfant au même titre que l'empêcher de marcher

Sans désirs personnels, cet enfant aura les plus grandes difficultés pour devenir un adulte ouvert, actif et à l'aise dans ses relations sociales et amou-

reuses tant qu'il continuera à s'adapter au regard de l'autre.

Que faire face à un enfant sage ?

Socialement, l'enfant sage est souvent cité en exemple car il ne remet pas en cause la position éducative des parents. Attirant les compliments, il renvoie l'adulte à une image positive de lui comme parent ou comme éducateur. Sa souffrance ne touche que lui-même et pas son entourage ; il ne suscite aucun dérangement.

Il est cependant important qu'il soit reconnu dans sa difficulté, même si les symptômes sont rares et se manifestent à bas bruit. Les lieux d'accueil sont parfois des occasions pour lui de sortir de ce rôle. C'est donc là que se trouve l'espace pour être regardé comme une personne autonome, à part entière, un être global avec ses difficultés mais aussi ses ressources et ses désirs propres, pour y être soutenu et mis à sa place d'enfant qui ressent, cherche, essaie, s'oppose...

D'où l'importance de prendre le temps de regarder et de porter attention également à l'enfant (trop) sage. Derrière son silence et son calme, il peut y avoir un enfant qui s'est hyper-adapté et est incapable de reconnaître ses désirs personnels, sa valeur et de trouver sa voie propre.

Dans les réunions d'équipe, il est souhaitable de prendre le temps de s'arrêter aussi sur ceux qui ne posent pas problème : parfois une observation plus fine peut mettre en évidence ce fonctionnement.

Les professionnel·le·s seront plus attentif·ve·s à ne pas renforcer le côté trop conforme de l'enfant et à lui permettre d'avancer en questionnant ses désirs personnels, reconnaissant sa valeur, trouvant ainsi sa voie.

« La fragilité d'un parent diminue sa capacité à contenir et rassurer son enfant. Un enfant perçoit que son parent est en difficulté dans sa vie sans avoir les forces pour y faire face. »



Pour une lecture critique de la colonisation¹

Ces derniers mois, plusieurs faits à caractère raciste envers les noir·e·s ont été dénoncés en Belgique. Comment expliquer ces incidents haineux parfois très graves? Divers facteurs, ayant contribué à construire notre culture et notre mémoire collective de la colonisation, peuvent être invoqués: le comportement et le discours des blanc·he·s vivant ou ayant vécu dans l'ancienne colonie ou encore ce qu'on enseignait (et ce qu'on enseigne encore²) aux élèves en Belgique; il ne faudrait pas négliger par ailleurs l'image de la colonie et de ses habitant·e·s véhiculée par les médias, les bandes dessinées, les chromos de toutes sortes³ et l'impact de la présence de monuments glorifiant la période coloniale dans l'espace public. Il est bien entendu exclu d'approfondir ces éléments dans le cadre de cette chronique. Je me limiterai à une évocation de quelques faits.

La conquête du bassin du Congo

Profitant des rivalités entre Français, Anglais et Allemands, Léopold II, monté sur le trône en 1865, s'est «inséré» dans la course aux colonies des grandes puissances⁴. En 1882, il créa l'Association internationale africaine (AIA) et finança sur sa cassette personnelle plusieurs expéditions chargées d'explorer cet immense territoire, toujours *terra incognita* à la fin du XIX^e siècle, baigné par le fleuve Congo. Michel Bouffioux a mis très récemment en lumière le comportement d'un officier belge, Emile Storms⁵, qui fut commandité par le Roi pour explorer, au cours d'une expédition armée, la région du lac Tanganyika. Dans son journal, Storms relate qu'après avoir fondé la localité de M'pala, sur les bords du lac, il organisa des expéditions punitives en territoire Tabwa contre le chef Lusinga Iwa Ng'ombe qui lui résistait. Vaincu, Lusinga fut décapité. Storms écrit dans son journal «*Je fais apporter la tête de Lusinga au milieu du cercle. Je dis. Voilà, cet homme est mort parce qu'il a menti à l'homme blanc*». Le crâne de Lusinga, ramené en

Belgique par E. Storms, avec d'autres restes humains, est conservé aujourd'hui à l'Institut royal des Sciences naturelles⁶. Storms obéissait, en fait, à son supérieur hiérarchique Maximilien Strauch⁷, secrétaire général de l'AIA, qui lui écrivait le 20 juillet 1883: «*Ne manquez pas non plus de recueillir quelques crânes de nègres indigènes si vous le pouvez sans froisser les sentiments superstitieux de ces gens. Choisissez autant que possible les crânes d'individus appartenant à une race bien tranchée et dont le caractère n'a pas subi de modifications physiques par suite de croisements. Notez soigneusement le lieu d'origine des sujets ainsi que leur âge quand c'est possible⁸*». Ramener des crânes et des restes de «nègres» d'Afrique répondait aux pré-occupations de l'époque: évaluer en fonction des mensurations des os du crâne les capacités intellectuelles, les performances cognitives et le degré d'intelligence des «races» humaines. Cette discipline pseudo-scientifique⁹, appelée craniométrie, visait à déterminer des classements hiérarchisés des individus et à démontrer la supériorité des



Le crâne de Lusinga, ramené en Belgique par E. Storms.

«Quoiqu'on ait pu en dire ou écrire, les motivations profondes de Léopold II étaient lucratives.»

«blancs». Une mesure était régulièrement pratiquée et jugée significative, c'était celle de l'angle formé par la ligne faciale menée de la partie la plus saillante du front à l'épine nasale inférieure jusqu'au conduit auditif externe. Cet angle permettait de mesurer, affirmait-on, la capacité du crâne c'est-à-dire le développement du cerveau, donc de l'intelligence. L'angle facial était évalué à 80°-85° chez les blancs, à 75° chez les mongols et à 70°-72° chez les noirs; l'angle facial était de 60° à 30° selon les diverses espèces de singes, considérés comme l'ascendant de l'espèce humaine.

Quoiqu'on ait pu en dire ou écrire, les motivations profondes de Léopold II étaient lucratives; l'AIA devait générer des bénéfices. «*Les considérations humanitaires et civilisatrices, selon Guy Vanthemsche, ne jouent aucun rôle*»¹⁰. En profitant habilement des rivalités entre les grandes puissances, Léopold II a pu mener librement sa politique coloniale qui consistait à hisser la bannière bleue étoilée de l'AIA sur un maximum de territoires, à soumettre les populations locales et à faire accepter des traités par les chefs indigènes. «*Le projet léopoldien, explique G. Vanthemsche, aboutit à l'État indépendant du Congo (EIC) moins par la puissance propre du Roi que par la confrontation européenne dans la région*»¹¹. Toutes ces conquêtes furent reconnues par les grandes puissances européennes à la conférence de Berlin le 26 février 1885. Léopold II, souverain constitutionnel, roi des Belges devenait un souverain absolu, avec le titre de roi du Congo (et non des congolais-e-s); il était le propriétaire

d'un territoire immense (près de 80 fois la superficie de la Belgique) au même titre que les rois de France avaient été souverains absolus et propriétaires de la France avant la révolution de 1789. Les Congolais-e étaient ses sujets sans droits et non des citoyen-ne-s.

Les débuts de l'EIC furent très difficiles; ce fut rapidement un gouffre financier mais à partir du milieu des années 1890, le commerce de l'ivoire ainsi que celui du caoutchouc, dont la demande en hausse était liée à l'industrie automobile naissante et à la découverte de la bicyclette, ont généré d'énormes bénéfices. La conséquence humaine de cette exploitation (destruction de villages, exécutions sommaires, châtiments corporels) fut souvent dénoncée, dans le monde anglo-saxon notamment, mais l'impunité fut totale car la métropole s'est tenue éloignée de cette colonisation «privée». Et depuis que l'État indépendant du Congo est devenu sa colonie en 1908, la Belgique n'a jamais reconnu le côté «sombre» de la période Léopold II.¹²

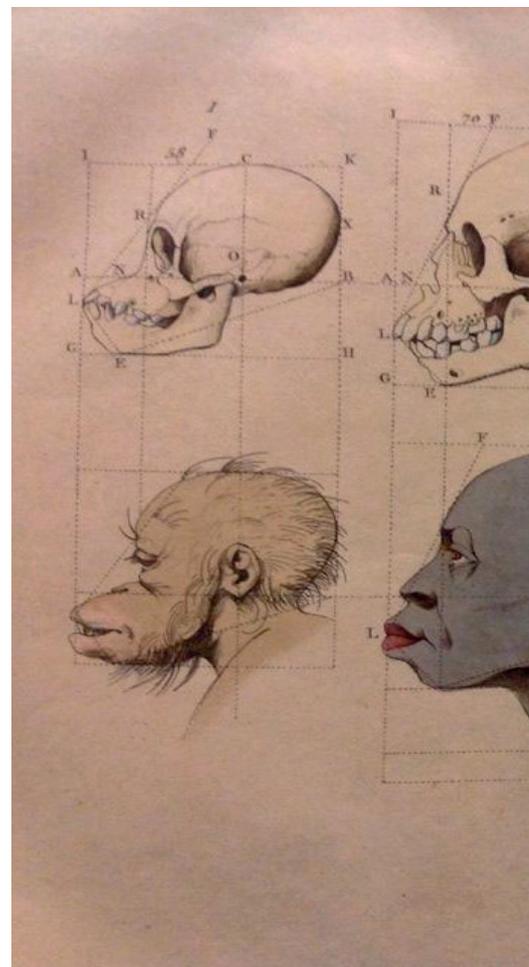
Le comportement du colonisateur

Le comportement des Belges pendant la période coloniale vis-à-vis des Congolais-e-s n'a pas été exemplaire. Il était souvent un mélange de paternalisme et d'autorité que Patrice Lumumba, en tant que premier ministre, a dénoncé en termes virulents le 30 juin 1960: «*Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers.*

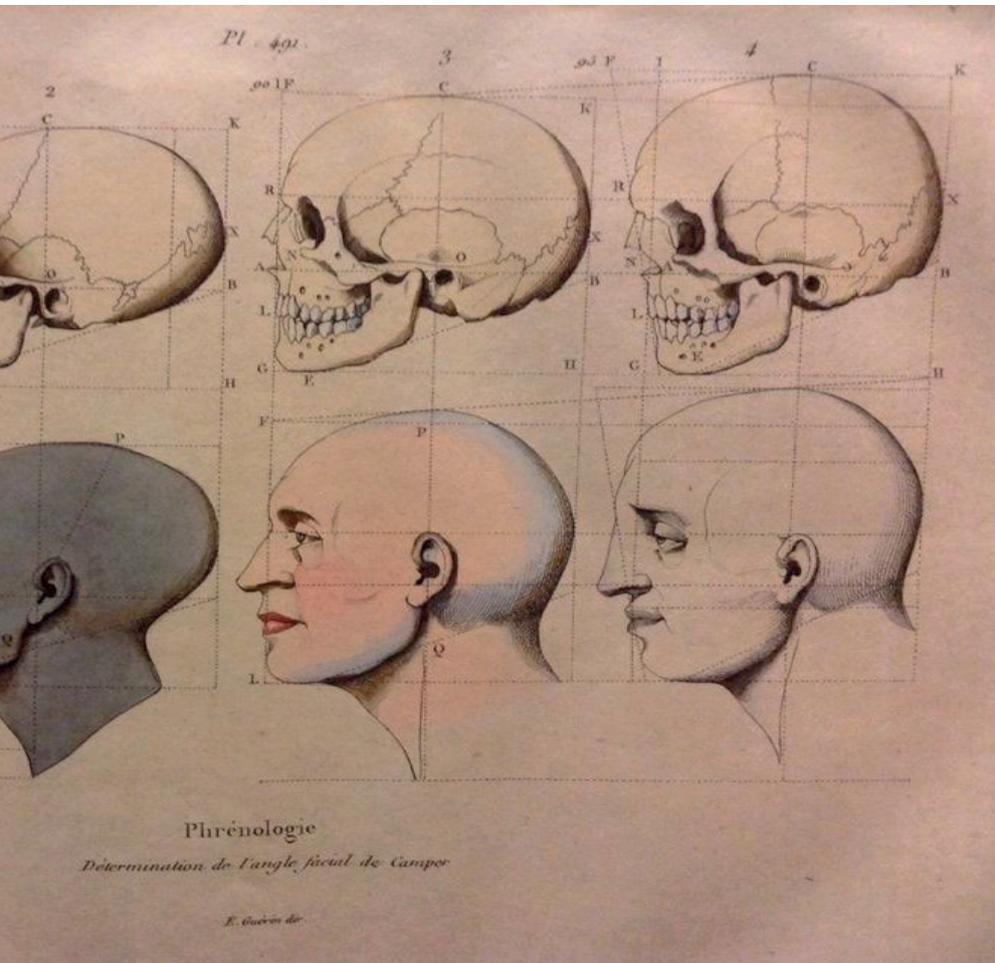
Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir parce que nous étions des nègres... Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort, nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il s'agissait d'un blanc ou d'un noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres... Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les blancs et des paillettes croulantes pour les noirs; qu'un noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens, qu'un noir voyageait à même la coque des péniches au pied du blanc dans sa cabine de luxe¹³. Cette condamnation de l'ère coloniale n'est plus aujourd'hui scandaleuse. Guido Grijseels, directeur général du nouvel AfricaMuseum (Tervuren) déclarait en substance lors de l'inauguration du nouveau musée: «il était temps de tourner la page de la mission civilisatrice pour reconnaître que la colonisation fut d'abord une entreprise capitaliste accompagnée de violences et de victimes. Derrière les images idylliques de la construction d'écoles, des hôpitaux, des routes et chemins de fer la population du Congo a été exploitée, a subi l'oppression et le racisme d'un système colonial immoral¹⁴».

Les zoos humains

Le mépris des noir·e·s, stigmatisé par Lumumba, a atteint une dimension raciste avec les zoos humains¹⁵. La propagande coloniale comptait deux grands volets, l'aspect économique qui concernait l'exploitation des richesses, que je n'aborderai pas ici, et l'aspect social qui visait à donner au public européen une image du/ de la Congolais·e, de sa vie quotidienne, de ses caractéristiques physiques, mentales et intellectuelles. D'une manière générale, l'accent était mis sur les aspects étranges: la nudité, les coiffures, les tatouages¹⁶, les danses et le sens du rythme, la polygamie, voire même le cannibalisme; en résumé, les Congolais·e·s étaient traité·e·s comme des arriéré·e·s auquel·le·s le colon apportait la civilisation et l'Église, le christianisme. Dès la fin du XIX^e siècle, sur le modèle du cirque Barnum aux États-Unis, les Européen·ne·s vont exhiber des noir·e·s en Europe; les Africain·e·s étaient installé·e·s dans des villages reconstitués dans les expositions universelles. C'est à Amsterdam, en 1883, que débute «cette mode» des zoos humains. Deux ans plus tard, le 12 mai 1885, douze noir·e·s débarquaient à Anvers pour



participer à l'exposition mondiale qui devait se tenir dans la métropole et pour être exposé·e·s au public comme spécimens de la race noire au village colonial. Les sauvages nus et noirs sont confiés aux bons soins d'un comité de dames patronnesses qui les loge et les habille en accord avec notre climat. D'autres expositions internationales suivront en Belgique et en Europe (Anvers 1894 -Tervuren et Bruxelles 1897 - Bruxelles 1910 - Paris - Londres - Milan-Berlin, etc.). Les noir·e·s, dans ces villages coloniaux, subissaient des traitements dégradants; ils étaient confrontés à des conditions climatiques inhabituelles, les conditions de vie étaient déplorables. Plusieurs d'entre eux ne reverront jamais l'Afrique: en 1897, à l'exposition de Tervuren, sept Congolais disparaissaient, plusieurs décès sont également à déplorer à Paris en 1892, à Barcelone en 1896. Des zoos humains seront encore organisés pendant l'entre-deux-guerres et même après la fin des hostilités en 1945 alors que paraissaient les premiers signes de la décolonisation à la fin des années 1950. La dernière exhibition



de noir-e-s en Europe dans un village colonial eut lieu à l'exposition universelle de Bruxelles en 1958. «L'attraction», qui suscita de nombreuses critiques et dut fermer ses portes avant la fin de l'exposition, a été sans aucun doute un des éléments déclencheurs de l'indépendance du Congo deux ans plus tard¹⁷.

Que disaient les manuels scolaires à propos des noirs ?

À ma connaissance, l'histoire du Congo n'était guère présente dans les programmes d'histoire. Par contre, l'étude du Congo faisait partie des programmes du cours de géographie physique, de géographie économique et accordait une grande place à la description des ethnies. Edouard Vincke¹⁸ a dépouillé de nombreux manuels. Je lui emprunte quelques textes concernant la présentation des populations noires.

«Le nègre, l'un des trois types primordiaux de l'espèce humaine (avec le blanc et le jaune), se distingue par ses formes robustes, ses cheveux laineux, ses lèvres épaisses, son teint

noir... Moins intelligent et moins actif que les autres races, le nègre est resté généralement sauvage, ignorant, superstitieux, adorateur de fétiches; il se laisse dominer par des chefs absolus et féroces, qui le traitent comme une bête de somme, le sacrifient à leurs plaisirs, ou le vendent à vil prix (1880)¹⁹». Cette description du «nègre» a été reprise dans des formes différentes par des auteurs plus récents. En 1948: «La race noire a la peau brun-chocolat, la mâchoire inférieure saillante, les lèvres épaisses, le nez large et aplati et les cheveux noirs et crépus. Les noirs ont une civilisation arriérée²⁰». Cependant des auteurs de manuels ne mettent pas tous les noirs dans le même sac. Ils distinguent des groupes: «Il ne faut pas croire que tous les nègres se ressemblent. Il y a autant de différences entre eux qu'entre les différents peuples blancs. Le type représenté ici (une photo) est un des types supérieurs: le Soudanais face prognathe, crâne assez développé, poitrine large et membres solides. Le Soudanais est capable de comprendre et d'exécuter les bonnes méthodes agricoles. Au contraire d'autres nègres comme les Bantous



Le bassin du «village sénégalais», Exposition universelle de Liège, carte postale, héliotypie, 1905.
© P. BLANCHARD/Collection Groupe de recherche ACHAC.

de l'Afrique équatoriale, les Bushmen, les Cafres et les Hottentots de l'Afrique du sud représentent des races inférieures. Certains vivent de la chasse et ignorent presque complètement la culture²¹. Cette vision sera celle enseignée après le second conflit mondial dans certaines classes primaires. «Les Soudanais ont le crâne moins allongé, le front plus droit, le nez moins épaté, les mâchoires moins proéminentes et leur teint chocolat est plus clair. Leur organisation politique est meilleure. Ils possèdent de grandes aptitudes industrielles et commerciales. Les Soudanais ont une réelle supériorité physique et intellectuelle sur les autres populations congolaises (1958)²²». Pour les auteurs de manuels, les Pygmées - Mbuti est le nom que se donnent les Pygmées - sont au bas de l'échelle. «Les pygmées ne sont pas des nègres. Ce sont des nains à la peau noire... Ils sont fort arriérés, et n'apportent aucune aide aux blancs (1937)²³». En 1959, à un an de l'indépendance du Congo, F. Camerlinckx²⁴ tient des propos nettement racistes: «Les Hottentots et les Boshimans, races dégénérées... ainsi que les Pygmées du Congo ont été refoulés par les nègres Bantous. Ils pratiquent un fétichisme très arriéré... dans leur épaisse forêt. Là, ils mènent une vie errante de chasseurs. Ils sont farouches et souvent craints par les blancs et les noirs. Ils manient avec grande habilité l'arc et les flèches empoisonnées». Les stéréotypes à propos des Pygmées ont longtemps survécu: «Dans les régions les plus insalubres de

la forêt vivent quelque 150.000 pygmées en voie de disparition²⁵. J. Tilmont affirme pendant près de 40 ans que les Pygmées ont des membres disproportionnés ce qui est une contre vérité destinée à les rapprocher des singes²⁶. En ce qui concerne le mode de vie et la psychologie du «noir», on trouve dans les manuels des affirmations qui pourraient faire sourire si elles n'étaient pas destinées à être mémorisées et enseignées: «Le chef de famille abandonne aux femmes et aux esclaves domestiques les travaux de culture tandis que lui se réserve les deux plaisirs de la chasse et de la pêche (1909)²⁷ - Le nègre passe des heures et des journées à fainéanter, discuter bagatelles, danser, chanter. Il ne s'occupe guère des travaux agricoles laissant ces travaux aux femmes sauf dans les régions soumises à l'influence européenne ou arabe (1925)²⁸ - Le Bantou de la forêt a un caractère sombre, agressif, méfiant... Les nègres ne manquent pas d'intelligence quand il s'agit de comprendre et d'observer leur intérêt; mais l'esprit créateur et la faculté d'abstraction leur font totalement défaut... Dans ce milieu hostile, le nègre est sournois, batailleur. Il n'a guère d'initiative mais il possède beaucoup d'amour-propre et est doué d'un vrai sens de l'imitation²⁹». L'image du «nègre»³⁰ véhiculée par le colonisateur n'est pas moins discriminatoire. On le dit paresseux, aimant rire, naïf, enfantin, chapardeur ou encore hypocrite et rusé.

L'espace public glorifie la colonisation

Les monuments commémoratifs sont un autre support des représentations embellies et héroïques de la colonisation. On peut citer la statue équestre de Léopold II (*regi Belgarum*), place du Trône à Bruxelles. L'œuvre du sculpteur Thomas Vinçotte (1850-1925), inaugurée en 1921, rend hommage au roi pour sa politique coloniale ou encore du même Vinçotte, le monument aux pionniers belges au Congo commandé en 1911, mais élevé seulement en 1921 dans le Parc du cinquantenaire, qui présente des reliefs glorifiant l'action bienfaitrice du colonisateur et valorise l'idée du «blanc» porteur de la civilisation et protecteur du «nègre». Le socle portait autrefois une inscription bilingue «L'héroïsme militaire belge anéantit l'arabe esclavagiste»³¹. Dans la même veine, je rappellerai le monument de Blankenberge dédié à Joseph Lippens et Henri-Auguste De Bruyne, deux militaires qui ont participé à ce qu'on a appelé la lutte anti-esclavagiste. Ces monuments mettent l'accent sur l'idée que cette lutte avait été l'objectif des expéditions belges et ignorent qu'elle ne fut en réalité qu'un alibi pour asseoir une domination politique et commerciale sur le bassin du Congo.³²

En guise de conclusion

Il serait bon aujourd'hui de regarder le passé colonial en face, tel qu'il fut avec ce qu'il eut de positif et de négatif. Mais ceci

n'est pas toujours évident. L'épisode de la place Lumumba en témoigne. Pendant des années, l'administration communale d'Ixelles a refusé à la communauté noire vivant à Matonge de donner le nom de Patrice Lumumba à une place de la Commune. Ce n'est que le 30 juin 2018, que ce vœu a été exaucé mais par la Ville de Bruxelles, dont le territoire s'étend aux confins de celui d'Ixelles; désormais, à l'entrée de Matonge, devant le square du Bastion, une petite place est dédiée au leader congolais, assassiné le 17 janvier 1961.

Il faudrait aussi de la part des colonisateurs une reconnaissance de l'histoire, des cultures et civilisations africaines antérieures à la colonisation; cette reconnaissance est liée à une restitution du patrimoine africain acquis pendant la colonisation (y compris les ossements humains qu'il serait légitime de rendre à leurs descendants³³). Cette question se pose singulièrement à la Belgique qui vient d'inaugurer l'AfricaMuseum (ex-Musée royal de l'Afrique centrale fondé à Tervuren par Léopold II). Réhabiliter les civilisations africaines, congolaises en particulier, contribuera à combattre et à effacer l'image négative des noir·e·s véhiculée pendant la période coloniale.

1. «Pour comprendre les racines du racisme, la société doit tirer les leçons de l'histoire et entrer en débat avec celles-ci» Michal Balcerzak dans *Le Soir* du 12 février 2019, p. 10 l'article de E. BLOGIE et M. THIEFFRY, *La Belgique invitée à présenter ses excuses pour la colonisation*.
2. Voir l'article: <https://ligue-enseignement.be/manger-vegetal-ou-colonial-les-vrais-enjeux-de-lhistoire-de-la-colonisation/>
3. Notamment les chromos qui étaient insérés dans les emballages des chocolats Jacques.
4. Sur le contexte international de la politique coloniale des pays européens et les motivations de Léopold II voir Guy VANTHEMSCHÉ, *La Belgique et le Congo. L'impact de la colonie sur la métropole*, Le CRI édition, 2010, p. 8 et sq.
5. Né à Wetteren en 1846 et décédé à Bruxelles en 1918 (M. COOSEMANS dans *Biographie coloniale*, T. 1, 1948, col. 899-903).
6. D'autres crânes, des statuettes, des foetus sont conservés au Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren. Voir pour plus de détails Michel BOUFFIQUX, «L'histoire que nous raconte le crâne de Lusinga dans *Paris Match* du 21 mars 2018 et <www.michelbouffiqux.be/lusinga> consulté le 2 novembre 2018.
7. Maximilien Strauch (1829-1911). Très proche de Léopold II, il présida l'Association internationale du Congo et fut administrateur de l'État

- indépendant du Congo. En 1890, il démissionna car il désapprouvait la politique du Roi en ce qui concerne l'exploitation, au détriment des congolais, de l'ivoire et du caoutchouc (*Biographie coloniale belge*, T. III, 1952, col. 831-833).
8. Texte cité par M. Bouffiqux.
 9. On connaît les dérives abominables qu'elle eut sous le régime nazi.
 10. Les massacres des populations indigènes en Afrique furent nombreux. On peut rappeler celui des Héréros en Namibie en 1904. Les populations vivant sur ce territoire, accordé à l'Allemagne à la Conférence de Berlin, furent systématiquement exterminées par le général Lothar von Trotha ou emprisonnées dans des camps de concentration au point que certains historiens ont pu qualifier cette extermination de premier génocide du XX^e siècle (Marie-France CROS dans *La Libre Belgique* du 18 octobre 2016, p. 21).
 11. VANTHEMSCHÉ, *La Belgique et le Congo*, p. 39-6. Léopold II recrutait des officiers des officiers belges mais aussi étrangers. Je citerai à titre d'exemple, Giovanni Aiuti (1860-1913) d'origine italienne qui participa à diverses expéditions contre les tribus révoltées et contribua jusqu'à sa mort à Stanleyville à la «pacification» du Congo. (C. PUGLIERI dans *Biographie coloniale belge*, T. 1, s.v.)
 12. J. STENGERS, *Congo. Mythe et réalité. 100 ans d'histoire*, 2e éd. Bruxelles 2005.
 13. Patrice LUMBA, Premier ministre et ministre de la défense nationale de la République du Congo à la cérémonie de l'Indépendance à Léopoldville le 30 juin 1960. (Textes et Documents, n° 123 Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles)
 14. Déclaration au journal *Le Soir* (Lundi 6 décembre 2018, p. 19).
 15. *Zoos humains. L'invention du sauvage*. Dir. Pascal BLANCHARD, Liège, Centre d'Action Laïque, 2016, 63 p., nombr. ill.
 16. Que diraient aujourd'hui nos aïeux des blancs adeptes aujourd'hui du tatouage!
 17. A Yvoir, en 2002, une exhibition de Pygmées bakas camerounais dans un domaine où sont exposés des animaux, fit scandale (*La Libre Belgique* du 6 août 2002).
 18. Les textes cités ci-dessous sont extraits d'Edouard VINCKE, *Géographes et Hommes d'ailleurs. Analyse critique de manuels scolaires*, Bruxelles, Commission française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles. 1985 (Collection Document n°28).
 19. M.G. ALEXIS (Abbé), *Cours supérieur de géographie*, 2^e éd., Liège, Dessain 1880, p. 212.
 20. La Procure, *Le monde moins l'Europe*, Namur 1948, p. 19 (ouvrage destiné à l'enseignement primaire)

21. J. CHOT, *Le monde moins l'Europe*, 1924, p. 98
22. La Procure, *La Belgique et le Congo belge*, Namur 1958, p. 92
23. P. FESTRE et alii, *La géographie à l'école primaire*, Jemeppe 1937, pp. 108
24. F. CAMERLINCKX et alii, *Le monde moins l'Europe*, Jemeppe, 1959, p. 36.
25. P. HANCISSE, *Douze milliards d'hommes*, Namur, La Procure, 1979, p. 177
26. TILMONT J., *Le Monde moins l'Europe*, 1948, p. 21 et ID, *Les Continents*, 1973, p. 33
27. E. STEENACKERS, *Le Congo belge*, Bruxelles 1909, p.24 -
28. A. JACQUEMIN, *La Belgique et le Congo belge*, 1925, p. 179
29. J. TILMONT, *La Belgique et le Congo*, 1939, p. 261-262 et *L'Afrique et l'Asie*, 1971, p. 82.
30. *Racisme. Continent obscur. Clichés, stéréotypes, phantasmes à propos des noirs dans le royaume de Belgique*, Coopération par l'Éducation et la Culture-Le Noir du Blanc/Wit over Zwart, 1991, p. 83-85.
31. En 1989, le mot «arabe» a été martelé. Aujourd'hui l'inscription a complètement disparu.
32. VANTHEMSCHÉ, *La Belgique et le Congo*, p. 39
33. «Quatorze crânes congolais au cœur du débat» dans *Le Soir*, samedi-dimanche 16-17 février 2019, p. 8.

Promenade mathématique: la suite de Fibonacci et le nombre d'or

Les mathématiques ont ceci de fascinant qu'elles mettent en lien des faits en apparence totalement disparates. Nous en verrons ici un exemple: en réfléchissant sur les petits-fils des lapins et les grands-mères des abeilles, nous parlerons du fameux nombre d'or, prétendument relié à la beauté et l'harmonie; nous rencontrerons sur notre chemin des apiculteurs kabyles, des tournesols, et même un parti politique français.

La suite des lapins

En 1202, un mathématicien de Pise, Fibonacci, se pose la question suivante: si on enferme un jeune couple de lapins avec de quoi manger, comment va évoluer la population? Il pose pour cela une série d'hypothèses très simplificatrices: 1) les lapins sont immortels; 2) la maturité sexuelle a lieu à un an; 3) chaque couple mature donne tous les ans naissance à un mâle et une femelle immature qui se reproduiront entre eux l'année suivante.

Il est amusant de calculer l'évolution de la population (voir schéma). Après un an, toujours un couple; ensuite, il y a deux couples (un vieux et un jeune). Un an plus tard, trois couples; puis cinq couples; puis huit couples.

En réfléchissant un peu, nous

comprenons avec Fibonacci comment procéder: la population à l'année N est la somme des populations des deux années précédentes: $8 = 5 + 3$, $13 = 8 + 5$ etc. Nous obtenons ainsi la suite: 1, 1, 2, 3, 5, 8, 13, 21, 34, etc. Cette série de nombres, où chaque valeur se calcule en fonction des valeurs précédentes, est un exemple de ce qu'on appelle en algèbre une "suite récurrente", un important domaine des mathématiques, que Fibonacci commence à explorer avec son calcul de lapins immortels.

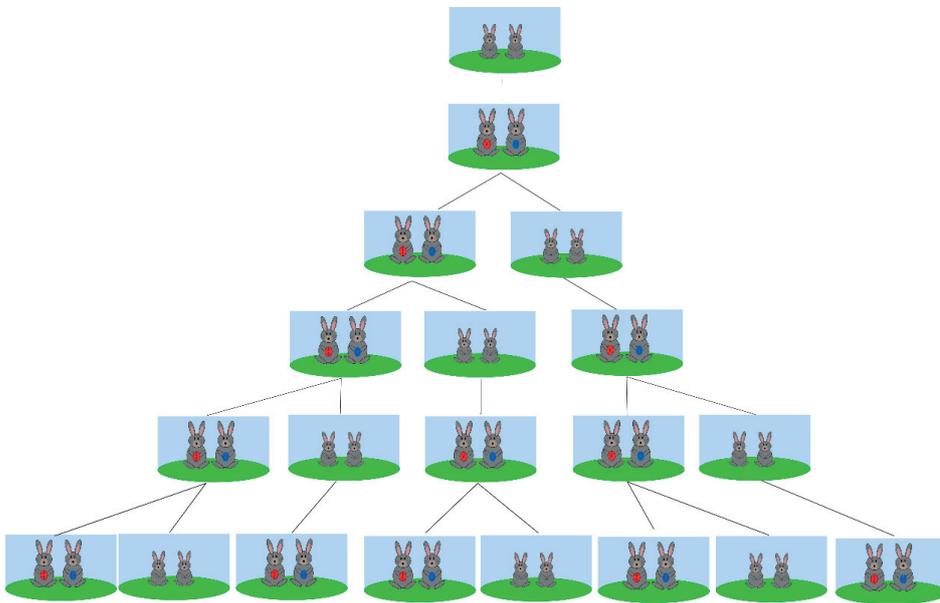
Calcul fructueux, mais totalement artificiel: les vrais lapins finissent par mourir, et ne font pas chaque année exactement un lapin et une lapine. Une vraie population ne suivra jamais une progression de Fibonacci. Il s'agit d'un jeu mathématique

plus qu'une description réaliste, mais c'est ainsi que les mathématiciens font souvent avancer leur discipline!

Combien d'ancêtres pour une abeille?

Laissons les lapins tranquilles et considérons le problème suivant: combien d'aïeux une abeille a-t-elle?

Quelle drôle de question! Une abeille n'a-t-elle pas 4 grands-parents et 8 arrière-grands-parents, comme tout le monde? Justement, non. Lorsqu'une reine pond un oeuf fécondé, l'insecte venant au monde est une femelle (ouvrière ou reine selon l'alimentation); mais si la reine pond un oeuf non fécondé, c'est un mâle (qu'on appelle faux-bourdon¹) qui naît. Les féministes en tireront les conclusions qui leur plaisent: chez les



abeilles, le mâle a une mère mais pas de père. Cette façon asexuée de se reproduire, *la parthénogenèse*, existe chez certains animaux (guêpes, pucerons, daphnies, par exemple). Elle n'existe en revanche pas chez les mammifères, même si l'étymologie de parthénogenèse (qui signifie en grec "création vierge", donc très exactement "*conception virginale*") nous rappelle bien sûr une histoire concernant une espèce de primate fort répandue sur Terre².

Nous pouvons donc maintenant compter les aïeux d'un faux-bourdon. Une mère, pas de père: 1 parent. La mère a deux parents, donc il y a 2 grands-parents. La grand-mère a deux parents, le grand-père n'a qu'une mère, donc l'abeille a 3 arrière-grands-parents (au lieu de 8 chez l'humain). À l'échelon précédent, nous trouverons 5 (au lieu de 16) arrière-arrière-grands-parents (AAGP), puis 8 AAAGP (au lieu de 32), etc. Nous retrouvons la suite de Fibonacci!

Alors que l'arbre généalogique d'un animal habituel (reproduction sexuée telle qu'on la connaît) comprend un nombre d'aïeux en "puissances de 2" quand on remonte les générations (2, 4, 8, 16, 32, 64)³, le pedigree étrange d'une abeille présente un nombre d'ancêtres en suite de Fibonacci (1, 2, 3, 5, 8, 13).

Les bougies de Bougie

Dans l'Europe chrétienne du 13^e siècle, on brûle beaucoup de bougies (qu'on appelle cierges à l'église), à base de cire d'abeille⁴. Où produit-on des bougies à cette époque? À... Bougie, une ville de Kabylie, en Afrique du Nord. Bordeaux produit du bordeaux,

Bougie produit des bougies, et Poubelle inventera bientôt la poubelle: tout est à sa place. Les apiculteurs kabyles, à la pointe de leur art, alimentent donc le marché européen du cierge. Des navires chargés de cire traversent la Méditerranée vers l'Italie.

Si on admet comme une possibilité qu'en 1202, les éleveurs d'abeilles de Bougie savaient que les faux-bourbons n'avaient pas de père (une observation difficile: dans la science occidentale, la parthénogenèse n'a été mise en évidence qu'au 18^e), que le Nord de l'Italie était un lieu de commerce entre les négociants en cire et les Européens, alors il est possible que Fibonacci ait eu vent de ce fait étonnant. Peut-être s'est-il alors interrogé sur la question de l'arbre généalogique des abeilles, ce qui l'aurait conduit vers sa fameuse suite⁵.

Abeilles ou lapins, on ne saura sans doute jamais d'où Fibonacci a tiré son idée, mais il est intéressant de constater qu'une fois de plus une idée scientifique majeure provient de réflexions intelligentes sur de simples questions d'observation de la nature, inspirées par des échanges entre personnes d'activités et d'horizons différents - commerçants, apiculteurs, mathématiciens. Les scientifiques devraient toujours s'intéresser à beaucoup d'autres choses qu'à leur domaine d'activité!

Du Parthénon à Mélenchon: Sa Majesté le nombre d'or

Reprenons la suite de Fibonacci: 1, 1, 2, 3, 5, 8, 13, 21, etc. Si on fait le rapport de deux termes successifs, on obtient: $5/3 = 1,67$; $8/5 = 1,6$; $13/8 = 1,625$; $21/13 = 1,615$. En

« Il est intéressant de constater qu'une fois de plus une idée scientifique majeure provient de réflexions intelligentes sur de simples questions d'observation de la nature, inspirées par des échanges entre personnes d'activités et d'horizons différents, commerçants, apiculteurs, mathématiciens. »

poursuivant, on observe que ces fractions se rapprochent d'une valeur particulière, $(1+\sqrt{5})/2$, qui vaut environ 1,618. C'est le fameux *nombre d'or*, noté ϕ . Lorsqu'on fait des mathématiques, on se rend compte que ce nombre apparaît ici ou là, dans la géométrie du pentagone, des polyèdres ou de l'étoile à 5 branches, par exemple, mais aussi dans les structures de certaines fleurs, qui comprennent souvent 5, 8, 13, 21, 34, pétales. L'explication de ce dernier phénomène est intéressante: la disposition de la plante qui optimise la lumière pour chaque bourgeon conduit à ce nombre de pétales. Le résultat est superbe: de splendides structures, comme dans le coeur du tournesol.

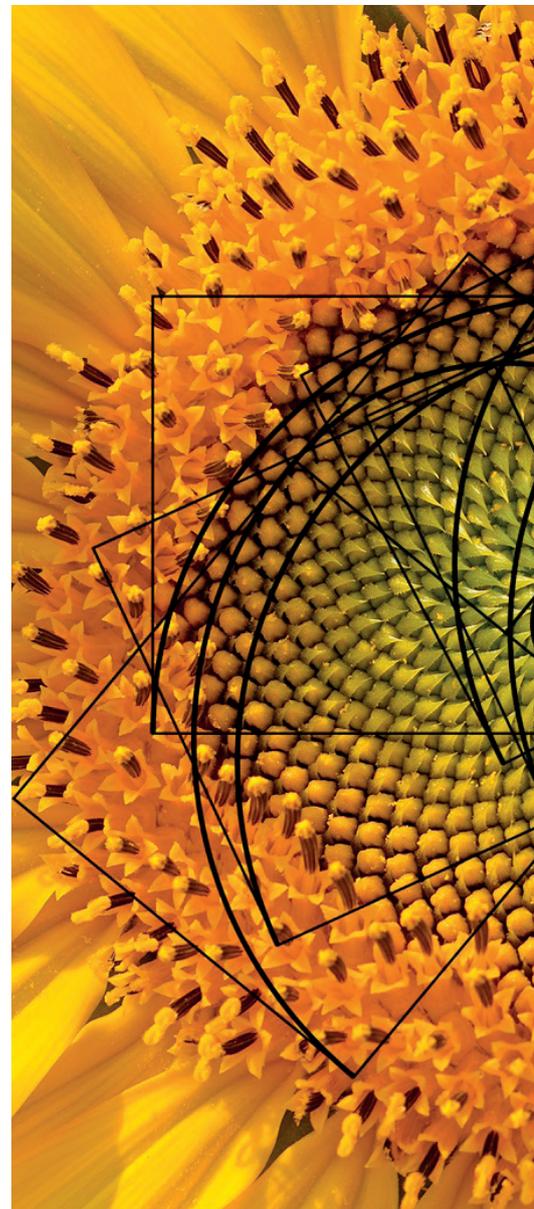
Pentagones, abeilles, tournesol... c'est intéressant, mais il semble exagéré d'utiliser l'appellation *nombre d'or*... D'où vient cette dénomination flatteuse?

Au 15^e, ce nombre est appelé pour la première fois "la divine proportion" par Luca Pacioli, un mathématicien qui, publiant un ouvrage sur le sujet avec Léonard de Vinci, voit dans ce nombre des "attributs qui appartiennent à Dieu", pour des raisons liées entre autres à ses propriétés géométriques. Au début du 19^e siècle apparaissent les noms "section dorée" ou "nombre d'or". Peu après, au milieu du siècle, un philosophe allemand, Zeising, expose des idées plutôt audacieuses: ϕ ne serait rien moins que la clé de compréhension de la beauté et de l'harmonie, en science et en art!

La ruée vers le nombre d'or peut commencer. Tout ce qui est harmonieux, que ce soit en architecture, musique, anatomie, doit contenir le nombre d'or. Des artistes et des philosophes, pensant détenir la clé de la beauté dans un simple nombre, le cherchent dans les proportions du Parthénon, des tableaux de maîtres, du corps humain, etc. On le cherche partout, et on le trouve! La mode du nombre d'or n'est absolument pas retombée de nos jours: la lettre ϕ a été choisie comme symbole du parti français "La France insoumise" de M. Mélenchon, entre autres pour cette raison de symbole d'harmonie. Et on ne compte pas les milliers de publications "prouvant" que le nombre d'or explique tout, de l'ADN aux structures de l'Univers en passant par les Pyramides.

Tout ce qui brille n'est pas nombre d'or!

Cette fièvre du nombre d'or, basée sur l'idée fascinante (mais incroyablement naïve!) que la beauté pourrait se mesurer d'après un seul nombre, ne repose sur rien de très sérieux, pour au moins trois raisons.



D'abord, les tenants de cette idée ne citent pas d'article scientifique qui ait montré que des oeuvres respectant des proportions "dorées" soient jugées plus harmonieuses que les autres. On pourrait imaginer, par exemple, une étude où on demanderait à des sujets de donner leur avis sur des rectangles de différentes proportions. Des millions de tableaux présentent un rapport longueur/largeur très différent de 1,618: *Les Tournesols*, de Van Gogh, que personne ne soupçonne d'être inintéressant vu son prix, possède par exemple un rapport de 1,26.

Ensuite, le fait que tel ou tel architecte ou artiste (Le Corbusier, Xenakis, Léonard de Vinci) ait utilisé le nombre d'or dans ses



ϕ , un petit nobliau de province

Le nombre d'or apparaît certes dans quelques phénomènes intéressants, des abeilles aux tournesols (les vrais: pas les tableaux de Van Gogh!) en passant par les pentagones et certains polyèdres; mais il ne présente absolument pas l'universalité des deux nombres vraiment extraordinaires des mathématiques, π et e .

π , proche de 3,14, défini à partir du périmètre du cercle, apparaît dans tous les domaines des sciences, de l'électricité à la mécanique en passant par la physique des particules et la cosmologie; e , valant environ 2,72, est un nombre ayant à voir avec la croissance exponentielle et la trigonométrie, que l'on retrouve également dans de nombreuses situations. Impossible de faire de la physique ou des mathématiques sans croiser ces deux-là, essentiels à la science. En revanche, ϕ ne doit sa célébrité factice qu'à une prétendue relation, douteuse et non prouvée, avec l'harmonie et la beauté, inventée de toutes pièces au 19^e siècle. Bref, avec quelques modestes apparitions géométriques, botaniques et entomologiques, ϕ ne détrônera jamais π et e . À côté de ce couple royal, il ne sera jamais qu'un tout petit nobliau de province!

En conclusion...

Cette petite promenade avec la suite de Fibonacci et le nombre d'or nous a menés dans des lieux variés, de l'Italie à la Kabylie, de l'intimité de la reine des abeilles à un champ de tournesols. Cette tranche d'histoire des mathématiques nous apprend, entre autres choses, que la science commence par la combinaison de l'observation et de la curiosité; que la beauté ou l'harmonie ne se laissent pas définir par quelque chose d'aussi simple que "des rapports de

longueur égaux à 1,618" (si l'harmonie était si facile à atteindre, ça se saurait!); et qu'en mathématiques aussi, il y a des effets de mode, des mythes et des croyances.

1. Qui ressemble au bourdon; mais le bourdon est une autre espèce.
2. On confond souvent la conception virginale de Jésus avec l'Immaculée Conception, qui se rapporte à l'hypothèse selon laquelle Marie serait exempte du péché originel. Certains auteurs rappelant que le Coran mentionne la conception virginale du Christ, pensent même que "l'acceptation de la parthénogenèse a aidé les musulmans à rationaliser la naissance de Jésus comme quelque chose d'inhabituel mais de possible." www-history.mcs.st-andrews.ac.uk/Publications/fibonacci.pdf
3. En réalité, en remontant suffisamment haut dans un arbre, nous trouvons toujours des cousins plus ou moins éloignés qui font des enfants ensemble, ce qui réduit le nombre des ancêtres: par exemple 31 au lieu de 32 AAAGP.
4. La chandelle, elle, est en suif.
5. www-history.mcs.st-andrews.ac.uk/Publications/fibonacci.pdf
6. La lettre ϕ est d'ailleurs l'initiale de l'architecte du Parthénon.
7. www.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161017.OBS9922/la-genese-du-phi-de-jean-luc-melenchon.html

oeuvres ne prouve strictement rien sur la beauté apportée par cette proportion. Cela prouve simplement que la personne en question croyait aux vertus harmonisantes du nombre d'or!

Enfin, que l'on mesure un Botticelli, l'ADN ou un prélude de Bach, il est facile de s'apercevoir qu'en cherchant bien, on finit toujours par trouver des rapports de longueurs proches de 1,618. Je m'en aperçois, à ma modeste échelle, en divisant le grand axe de la lunette de mes WC par la diagonale de ma planche à pain, un exemple parmi d'autres qui devrait faire douter de la capacité d'harmonisation de ϕ .

activités

Les régionales de la Ligue proposent...

...des formations, des animations, des ateliers, pour adultes et enfants et diverses visites guidées.

Régionale de Charleroi

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Charleroi

Rue de France, 31 à 6000 Charleroi

Tél.: 071/53.91.71 - Fax: 071/53.91.81

Courriel: pascale.modolo@laicite.net

Régionale du Hainaut occidental

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Tournai

Rue des Clairisses, 13 à 7500 Tournai

Tél.: 069/84.72.03 - Fax: 069/84.72.05

Courriel: leep.tournai@gmail.com

Régionale de Liège

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Liège

Boulevard d'Avroy, 86 à 4000 Liège

Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg

Renseignements et inscriptions:

LEEP Luxembourg

Rue de Sesselich, 123 à 6700 Arlon

Tél.: 063/21.80.81 - Fax: 063/22.95.01

Courriel: ateliersartligue@gmail.com

www.ateliersartligue.be

Régionale Mons-Borinage-Centre

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Mons

Rue de la Grande Triperie, 44 à 7000 Mons

Tél/Fax: 065/31.90.14 -

Courriel: leepmonsbor@yahoo.fr

Régionale de Namur

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Namur

Rue Lelièvre, 5 à 5000 Namur

Tél.: 081/22.87.17 -

info.leepnamur@gmail.com

ligue-enseignerent-namur.be

Régionale du Brabant wallon

Renseignements et inscriptions:

LEEP du Brabant wallon

Avenue Napoléon, 10

1420 Braine-l'Alleud

Tél.: 010/61 41 23

